

## CHAPITRE 7

# ENJEUX CULTURELS MÉTROPOLITAINS : ENTRE INSTRUMENTALISATION ET CONTESTATION

### INTRODUCTION

Le rapport entre question culturelle et question urbaine n'est certes pas un objet nouveau dans les recherches en sciences sociales. Toutefois, la culture est devenue depuis trente ans l'un des principaux enjeux des politiques de développement urbain dans les métropoles mondiales, souvent sous les atours de la ville créative<sup>1</sup>, interrogeant ainsi les modalités contemporaines de la production de l'espace. Les villes européennes – notamment leurs centres – présentent de ce point de vue la particularité d'être largement patrimonialisées selon une conception occidentale du patrimoine ayant longtemps privilégié la dimension matérielle et monumentale de celui-ci. Elles sont traversées parallèlement par des processus de « mise en culture », amorcés dès la décennie 1990 et qui se sont affirmés au tournant des années 2000, avec l'émergence d'un nouveau paradigme des politiques des lieux culturels<sup>2</sup>.

Cette évolution pose ainsi la question de la valorisation, voire même du simple entretien, d'un riche patrimoine et de la promotion de l'action culturelle, dans un contexte économique où les ressources publiques diminuent drastiquement et où la culture et le patrimoine sont souvent le premier secteur à être amputé financièrement, et ce à toutes les échelles (voir chapitre 1).

Elle met également en jeu les temporalités des espaces dans la ville, entre abandon, mise en suspens et ré-occupation, que ce soit dans le cadre de leur mise en vente sur le marché ou dans le cas d'occupations illégales.

Les espaces urbains sont ainsi traversés par deux logiques, souvent opposées : d'une part, la volonté des groupes sociaux, des communautés ethniques et des mouvements urbains qui (re)découvrent et valorisent

<sup>1</sup> Evans, 2009 ; Vivant, 2009.

<sup>2</sup> Pattaroni 2021.

des espaces abandonnés ou sous-utilisés en en faisant le lieu d'expression de leurs besoins d'affirmation de soi et d'émancipation et, d'autre part, le processus incessant de subsumption des dynamiques culturelles – y compris celles de type contestataire – dans le mécanisme de valorisation capitaliste propre à la ville néolibérale. Au cœur de ces logiques, souvent à l'œuvre simultanément et conjointement, se pose la question des friches urbaines et des quartiers défavorisés comme lieux privilégiés de la régénération urbaine vue tantôt comme un processus de valorisation « pure » du marché, tantôt comme une opportunité d'innovation sociale « bottom-up » ou « par le bas ».

Les crises économiques et financières récurrentes qui se sont manifestées, indissociables du processus de mondialisation, ont accompagné dans les contextes urbains du Nord et du Sud globaux l'affirmation et la consolidation de politiques, de pratiques institutionnelles et de conduites sociales inspirées du paradigme idéologique néolibéral. En particulier, l'éclatement de la bulle immobilière des « subprimes » en 2006 aux États-Unis, puis en Europe entre 2007 et 2008, a brusquement interrompu le cycle positif de l'investissement immobilier dans de nombreuses zones urbaines, déclenchant la crise la plus grave depuis le krach de Wall Street en 1929. Peu après, en 2011, la crise de la dette souveraine dans les pays du sud de l'UE a affaibli davantage les capacités financières du secteur public, réduisant encore l'efficacité des politiques urbaines. Cela a renforcé l'adoption de mesures d'austérité d'inspiration néolibérale mais a également donné lieu à des expériences significatives de régimes politiques alternatifs au nom du municipalisme progressiste dans de nombreuses villes du sud de l'Europe : « municipalités du changement » à Madrid ou Barcelone, expérience des biens communs à Naples sous le mandat de Luigi de Magistris, etc. (voir aussi chapitre 3).

Dans ce contexte, il n'est pas toujours pertinent d'utiliser l'étiquette « néolibérale », souvent employée avec désinvolture et utilisée comme une clé générique et parfois insatisfaisante ; il est donc nécessaire de définir avec précision les environnements institutionnels, les caractéristiques sociopolitiques et spatiales des contextes que nous entendons analyser, à partir des villes du sud de l'Europe. Des initiatives et des pratiques dans lesquelles la culture – valeurs patrimoniales, expériences de consommation et production culturelle « alternatives », formes de résistance auto-organisées – jouent un rôle controversé en tant que déclencheur ou/et instrument de processus sociaux de différents types.

Et, si l'on peut observer des parentés, voire de troublantes proximités esthétiques et fonctionnelles à une échelle globale, les métropoles sud-européennes, de Madrid à Athènes, occupent une place particulière dans la réflexion tant par l'importance du patrimoine bâti hérité et labellisé que par les conséquences des crises récentes, depuis celle des

« subprimes » à celle plus récente de la pandémie de la COVID-19<sup>3</sup> ; les convergences comme les contradictions entre urbanisme néolibéral et urbanisme austéritaire, ont mis à nu les tensions croissantes entre la dimension contestataire de la culture renouant avec les luttes urbaines sous une forme politique renouvelée et la captation sélective ou la domestication d'une partie des initiatives nées d'acteurs du bas, issus des sphères non institutionnelles ou des contre-cultures, par les pouvoirs en place<sup>4</sup>.

Le chapitre est structuré en quatre axes. Nous verrons d'abord comment la culture, devenue un enjeu majeur dans les politiques de renouvellement urbain de matrice néolibérale, a contribué à remodeler les villes d'Europe du Sud depuis trente ans et plus particulièrement dans la période qui suit la crise de 2007-2008. Dans ce contexte, la référence à l'innovation sociale, sous la forme de la « réutilisation adaptative » et de l'entrepreneuriat social, est de plus en plus mobilisée de façon ambivalente par les institutions politiques face aux crises récurrentes des quinze dernières années. Celles-ci ont donné lieu à des mouvements sociaux et des occupations de lieux abandonnés et dégradés par des collectifs mobilisant la culture contre les logiques de la ville entrepreneuriale et au nom des biens communs. Les études de cas de Catane en Sicile et Porto Fluviale à Rome éclairent la complexité de ces trajectoires.

### CULTURE(S) AU SERVICE DE LA MÉTROPOLISATION ?

Dans cette première partie, nous aborderons les caractéristiques d'ensemble du modèle : les relations évolutives entre culture, créativité et renouvellement urbain, l'utilisation d'éléments culturels iconiques pour redéfinir et communiquer l'image de la ville dans une perspective de marché et l'adaptation de ces pratiques aux conditions économiques et financières particulières qui caractérisent les milieux urbains depuis la crise de 2007-2008, avec un regard privilégié en Italie.

#### *Les enjeux culturels du renouvellement urbain*

Dans un contexte métropolitain caractérisé depuis plusieurs décennies par la désindustrialisation et la compétition entre territoires, les relations entre ville et culture(s) ont été profondément transformées et redéfinies,

<sup>3</sup> Molinari – Froment 2022.

<sup>4</sup> Dans le cadre de ce chapitre, c'est cette deuxième dimension qui sera privilégiée, la question de la patrimonialisation des villes de l'Europe méridionale ayant déjà fait l'objet de très nombreuses publications.

conférant à cette dernière une place de choix dans les politiques de renouvellement urbain (« urban regeneration<sup>5</sup> »). L'hémorragie continue de fonctions urbaines autrefois centrales, comme l'industrie manufacturière, a conduit de nombreuses autorités locales à tenter d'attirer des activités innovantes dans le secteur tertiaire, en privilégiant les fonctions à haute valeur ajoutée et à forte intensité de connaissance, brouillant aussi les frontières entre culture et innovation autour du terme de créativité. Forgé dans les années 1980 aux États-Unis, puis diffusé dans le monde anglophone, le « discours de créativité est devenu un puissant instrument d'aménagement, de renouvellement et de marketing urbain voire de gouvernance urbaine<sup>6</sup> ». Quoique très débattu et controversé, le terme de créativité, associé à la production et à la consommation de la culture, exercerait une fonction centrale comme nouveau moteur du développement urbain et de compétitivité des territoires.

Le tournant culturel des politiques de régénération urbaine coïncide historiquement avec l'affirmation du modèle de la ville néolibérale et de l'entrepreneuriat urbain<sup>7</sup>. La promotion de nouvelles formes de partenariats et de gouvernance, liant étroitement acteurs et investissements publics et privés, a contribué à transformer radicalement les quartiers urbains les plus pauvres et fragilisés, avec une substitution récurrente des fonctions économiques traditionnelles par des activités considérées comme plus performantes, et le remplacement des groupes sociaux défavorisés par une population bien mieux nantie, souvent liée aux nouveaux métiers de l'économie de la connaissance.

À certains égards, la ville néolibérale est devenue elle-même la matrice de la conception et des pratiques de transformation urbaine menées sous la bannière de la culture et érigées en modèles : équipements culturels signés par des starchitectes, gestion marchandisée des musées tournés vers le tourisme international, course aux labellisations patrimoniales par l'Unesco, districts et clusters culturels, grands événements sont autant d'ingrédients de la métropolisation et de standards faisant l'objet d'une intense circulation entre les villes au nom de la compétitivité. L'émergence de nouveaux lieux, avec des investissements dans les équipements culturels, est considérée comme cruciale pour soutenir la prospérité économique et le bien-être social des zones urbaines en transition post-industrielle<sup>8</sup> ; ces lieux sont alors perçus

<sup>5</sup> Les deux termes, désignant les processus de reconstruction des villes sur elles-mêmes, ont été discutés dans les chapitres 2 et 4 de l'ouvrage.

<sup>6</sup> Djament-Tran – San Marco 2014, p. 10.

<sup>7</sup> Harvey 1989.

<sup>8</sup> Scott 2000.

comme des outils d'amélioration de l'image de la ville, de l'attraction de nouvelles activités, de la réhabilitation matérielle des espaces urbains et de la cohésion sociale.

Néanmoins, de nombreux points critiques sont soulevés : ils concernent la distribution sociale inégale des contenus symboliques<sup>9</sup> ; les infrastructures et les événements culturels qui augmentent les valeurs immobilières et la gentrification<sup>10</sup> ainsi que la « disneyfication » des territoires, due à la prolifération de « playscapes » stéréotypés<sup>11</sup>. La création de ces paysages ludiques, dont on ne profite qu'à certains moments de la journée, et d'enclaves sociales formées par les classes privilégiées, dont les effets sont bien explorés par la littérature<sup>12</sup>, ont pour contrepartie des phénomènes de rejet et de résistance, plus ou moins organisés de la part d'activistes urbains et de mouvements sociaux porteurs de visions alternatives de la ville et de la culture.

En outre, la perspective analytique dominante, filtrée par un regard anglo-saxon, s'adapte très mal aux nuances et à la mixité des pratiques et des espaces urbains dans d'autres macro-régions et notamment en Europe du Sud<sup>13</sup>.

Sans revenir sur les contradictions et disjonctions entre théorie et réalité des expériences mises en évidence à propos de la ville néolibérale<sup>14</sup> en raison de l'interaction entre la circulation des cadres théoriques et les modèles socio-réglementaires existants<sup>15</sup>, force est de souligner que la manière dont les politiques néolibérales ont affecté les villes d'Europe du Sud se distingue par bien des aspects des expériences menées dans d'autres contextes nationaux où la confiance dans l'ordre « naturel » du marché est traditionnellement plus ancrée.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, les conséquences généralisées de l'effondrement financier des marchés immobiliers urbains et, parallèlement, de l'incapacité croissante du secteur public à financer les politiques de développement urbain ont conduit à de nouvelles lacérations du tissu matériel et à l'appauvrissement démographique et économique de nombreux territoires. Dans ces circonstances, les

<sup>9</sup> Belfiore – Bennett 2007.

<sup>10</sup> Mathews 2010.

<sup>11</sup> Chatterton – Hollands 2002.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Rabbiosi – Coletti – Salone 2021 ; Pfirsch – Semi 2016.

<sup>14</sup> La ville néolibérale est entendue ici comme un ensemble « idéal-typique » de pratiques conçues et menées dans le cadre de la culture et de l'idéologie du marché en tant qu'allocationnaire le plus efficace de ressources rares, et non un ensemble organique et cohérent d'acteurs, d'organisations et de formes spatiales de l'urbain qui se présentent toujours de la même façon dans les différents contextes nationaux.

<sup>15</sup> Pinson 2020.

nouvelles pratiques, portées par des initiatives communautaires inspirées du cadre de l'innovation sociale, semblent constituer un terreau fertile pour l'essor et la prolifération des expériences de réutilisation adaptative des espaces abandonnés ou mal utilisés dans de nombreuses villes.

*Culture et « city branding » :  
une carte à jouer pour les villes d'Europe du Sud*

Pour les villes d'Europe du Sud, dont l'économie est fortement tributaire des flux touristiques, l'alliance entre culture et métropolisation s'est affirmée à partir des années 1990, et plus encore depuis les années 2000, comme un outil de promotion des lieux et de requalification des territoires mis à mal par la désindustrialisation, dont témoignent de nombreuses friches. La culture est alors instrumentalisée au bénéfice d'une stratégie urbaine globale permettant de construire une image dynamique et créative des villes. Dans un contexte de forte concurrence interurbaine internationale, les pouvoirs mettent en œuvre des politiques ambitieuses pour signifier leur dynamisme et leur distinction. Les grands événements et équipements culturels deviennent des instruments de légitimation des projets urbains et de gouvernance territoriale. De la ville événementielle (jeux Olympiques de Barcelone en 1992, d'Athènes en 2004 ; expositions universelles ou internationales de Gênes, Séville, Lisbonne, Saragosse) au « flagship project » (musée Guggenheim inauguré à Bilbao en 1997, Mucem à Marseille en 2013, etc.), les politiques de mise en scène des villes essaient sur l'ensemble de la rive nord de la Méditerranée et s'intensifient à partir du nouveau millénaire. Les musées et infrastructures culturelles peuvent jouer un rôle décisif dans le cadre de stratégies de marketing urbain, d'attractivité pour les investisseurs comme pour les touristes. Les événements et équipements culturels iconiques, fondés sur un nouveau mode de planification stratégique et de partenariat public-privé, associent les différents échelons publics et d'autres acteurs dans des structures de coopération ; les règles renouvelées de gestion des espaces peuvent donner lieu à des alliances inédites au niveau local ou régional – mais aussi à des conflits – où l'échelle nationale du pouvoir conserve toutefois un rôle souvent déterminant, en termes de maîtrise de l'espace et des temporalités. À Marseille, où convergent simultanément l'événement Capitale européenne de la culture en 2013 et l'inauguration du Mucem dans le périmètre d'Euroméditerranée, tous trois encouragés et programmés par l'État, le nouveau « waterfront culturel » concentre de grands équipements (Mucem, FRAC, Villa Méditerranée, etc.) à proximité des anciens

docks transformés en galeries marchandes<sup>16</sup> ; les juxtapositions reflètent aussi dans le processus de l'événement Marseille-Provence 2013 les rivalités de visions et de pouvoir entre État, Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Ville de Marseille.

La redéfinition de l'image urbaine, la construction de véritables campagnes de marketing urbain et la transformation tertiaire-résidentielle des espaces urbains abandonnés par les activités productives sont donc de plus en plus considérées comme un impératif par de nombreuses administrations locales, poussées par la nécessité de redonner aux tissus urbains des fonctions rentables du point de vue de la fiscalité et de l'emploi afin d'alimenter les budgets municipaux durement touchés par les politiques d'austérité financière.

Il s'agit, dans de nombreux cas, de politiques mises en œuvre sous le signe d'un paradigme utilitaire qui suppose, sans preuve empirique appréciable, que la richesse produite par la re-fonctionnalisation de certaines parties de la ville au moyen d'une architecture iconique et d'équipements culturels peut, dans un délai indéterminé, bénéficier également aux parties de la société urbaine qui n'en profitent pas directement, comme par un effet de « ruissellement territorial ». Un dogme néolibéral auquel même les administrations considérées comme progressistes se sont conformées sans examen critique particulier.

Or, il est indéniable que les réaménagements entrepris dans de nombreuses villes du sud de l'Europe ont permis d'améliorer les conditions physiques des zones concernées et d'initier des processus de localisation d'activités liées à la culture, créant des avantages d'agglomération pour les entreprises du secteur, pour d'autres secteurs connexes (hôtellerie et restauration) et pour les activités productives qui bénéficient du transfert de connaissances et de l'innovation. De nouveaux territoires de l'art et centralités urbaines autour de la créativité émergent, tantôt orchestrés par les politiques culturelles, tantôt loin des hauts lieux métropolitains de l'art – théâtres, musées, opéras –, dans les anciennes friches industrielles, les squats artistiques, plus périphériques et interstitiels concourant au rayonnement des villes.

Dans le même temps cependant, mise en culture, mise en tourisme et marchandisation des espaces urbains sont étroitement associées ; la dynamique de redéveloppement de certaines parties du parc immobilier et les effets de substitution de nombreuses activités ordinaires de commerce et de services de proximité ont porté préjudice à une partie importante de la population urbaine contrainte de se reloger ailleurs. Au-delà de la controverse devenue omniprésente sur la gentrification

<sup>16</sup> Grésillon 2011.

urbaine, les problèmes causés par l'application de ces modèles d'intervention, en termes de perte de spécificité et de variété culturelle et en termes d'exclusion des acteurs non dominants des circuits de production/consommation culturelle, ont soulevé d'intenses polémiques. Les effets collatéraux des grands projets renvoient de plus en plus à l'instrumentalisation de la culture dans des opérations qui semblent fortement orientées vers les grands investisseurs immobiliers et à l'ambivalence dans les choix politiques entre logiques externes d'affichage pour la ville et logiques internes de requalification des territoires en crise, le premier objectif l'emportant souvent sur le second.

Le cas de l'ancien quartier industriel de Poblenou à Barcelone devenu District 22@ est à cet égard éclairant<sup>17</sup>. Entre gratte-ciel des sociétés de la nouvelle économie créative, vastes friches abandonnées ou occupées par les artistes, noyaux d'habitat anciens offrant des logements bon marché et bâtiments symboliques du patrimoine industriel, cet espace en régénération cristallise les visions ambivalentes des nombreux acteurs de ce territoire. Si des cohabitations architecturales et de nouvelles interactions entre artistes et entreprises innovantes du cluster ont vu le jour à la suite de compromis, l'alliance entre créativité et héritage urbain, pression immobilière et maintien des habitants sur place ne va pas de soi. En dix ans, de nombreuses entreprises se sont implantées créant près de 40 000 emplois qui ne concernent finalement que 5 % de la population du quartier ; en outre, de nouvelles lignes de partage se dessinent, marquées par la compétition entre les artistes au sein même du cluster, notamment entre collectifs d'artistes bien intégrés à la nouvelle économie et figures alternatives encore nombreuses mais devenues plus isolées et marginalisées.

### *La réutilisation des espaces abandonnés, entre patrimonialisation et économie créative : exemples italiens*

Si les métropoles de l'Europe du Sud se sont emparées des standards dominants de l'urbanisme culturel, les politiques mises en place ont dû compter avec les spécificités des contextes, d'autant que le tournant culturel des politiques urbaines coïncide en partie pour ces métropoles avec une période de difficultés économiques et sociales aggravées, où faiblesses structurelles et effets des crises à répétition depuis 2008 n'ont cessé de se conjuguer.

Au fil des deux dernières décennies, le modèle des districts culturels urbains, développé dans de nouvelles études inspirées des districts

<sup>17</sup> Ballester 2013.

industriels néo-marshalliens du « made in Italy<sup>18</sup> », a conquis une place remarquable dans les politiques urbaines de nombreuses villes italiennes et s'entremêle de plus en plus avec les initiatives de renouvellement urbain qui se sont multipliées depuis les années 1990.

Au regard des expériences internationales déclinées depuis trente ans, le cas de l'Italie semble initialement se distinguer en raison de la prévalence d'une vision traditionnelle, esthétisante et « préservationniste » du patrimoine historique. Cependant, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, deux types d'actions distinctes commencent à se dérouler dans ce domaine marqué par la culture vue comme un vecteur ou une ressource pour le développement urbain.

Le premier type d'action, fidèle à l'image historique des villes d'art italiennes, promeut l'utilisation du patrimoine culturel urbain dans ses formes consolidées et, dans de nombreux cas, institutionnalisées : les monuments historiques, les sites archéologiques, les musées et autres témoignages tangibles de la culture nationale sont au centre de pratiques consolidées de valorisation traditionnelle, principalement liées aux modes d'utilisation véhiculés par l'industrie du tourisme. On peut trouver une approche similaire du patrimoine en Grèce, « un pays où patrimonialité rime surtout avec antiquité<sup>19</sup> ».

Le second type, en revanche, se concentre principalement sur les fragments urbains – quartiers résidentiels, friches, espaces vacants, souvent de nature interstitielle, etc. – négligés ou complètement abandonnés, auxquels il est prévu de redonner vie à travers des fonctions d'intérêt collectif, avec des initiatives participatives ou promues par des associations citoyennes de résidents et/ou de militants. Ces fragments peuvent présenter une qualité esthétique plus ou moins ancrée dans un imaginaire culturel classique ou faire appel à des imaginaires relevant davantage de l'esthétique industrielle et à des expressions culturelles alternatives ou minoritaires.

Dans la réalité, la diversité des expériences montre que cette distinction est plus floue, surtout dans des contextes urbains où seule une partie du patrimoine historique fait l'objet d'une protection et d'une réutilisation : par exemple, le complexe de la Cavallerizza Reale à Turin, datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, un lieu abandonné malgré sa localisation dans les quartiers du Turin baroque, ou l'ancien Asilo Filangieri situé dans le centre antique de Naples. Les deux complexes ont connu des destins très différents, malgré de nombreux points communs dans les phases d'« occupation » et de « libération » que nous aborderons plus loin.

<sup>18</sup> Santagata 2002.

<sup>19</sup> Gravari-Barbas 2010, p. 89.

Une grande partie de ce patrimoine est dans un état précaire, voire complètement abandonné, notamment en raison de la réduction drastique des ressources dont disposent les administrations locales à la suite de la crise financière immobilière de 2007-2008. Cette situation a été aggravée par la crise de la dette souveraine, qui a notamment frappé l'Italie en 2011, incitant les gouvernements centraux à prendre des mesures d'austérité financière de plus en plus draconiennes et ouvrant la voie à l'émergence d'un véritable « urbanisme de l'austérité », qui a conduit les autorités locales à recourir à la démobilisation, parfois à la vente pure et simple, de nombreux biens publics (cf. chapitre 1).

Dans de nombreux cas, il ne s'agissait pas de mesures de privatisation flagrantes, mais de mécanismes plus sophistiqués, dans lesquels le partenariat avec des acteurs pertinents de la scène privée – fondations d'origine bancaire, organismes philanthropiques – a permis d'« édulcorer » le transfert à des entités non publiques de tout ou partie de certaines propriétés publiques, comme dans le cas de la Cavallerizza Reale à Turin<sup>20</sup>.

En bref, les réponses aux mêmes phénomènes – la crise urbaine exacerbée par une « austérité expansionniste<sup>21</sup> » et la création de vides matériels dans les contextes urbains – pourraient engendrer des modèles de gouvernance et d'entreprise différents, en fonction de l'histoire, du capital social et du tissu spécifiques de chaque ville.

Plusieurs analyses démontrent par ailleurs le simplisme qui caractérise traditionnellement la littérature sur la régénération urbaine : d'une part, les interprétations keynésiennes qui confèrent un rôle fondamental au gouvernement et à l'action publique dans les politiques de régénération urbaine ; d'autre part, les approches néolibérales<sup>22</sup> qui mettent en avant le capital privé, principalement des promoteurs à but lucratif, comme seule alternative à l'intervention publique<sup>23</sup>.

En effet, les cas à peine évoqués, bien loin d'être exhaustifs, ouvrent le spectre possible des solutions, avec l'émergence d'un nouvel entrepreneuriat urbain qui se démarque clairement de la perspective néolibérale actuelle, ce dont il sera question dans le paragraphe suivant.

<sup>20</sup> Settis 2002 ; Bragaglia – Krähmer 2018.

<sup>21</sup> Rossi 2017.

<sup>22</sup> Harvey 1989.

<sup>23</sup> Leary – McCarthy 2013.

## INNOVATION SOCIALE ET POLITIQUES DE RENOUVELLEMENT URBAIN : UNE APPROCHE CRITIQUE

Parmi les expériences de régénération urbaine menées dans les conditions d'austérité financière, une place de choix est occupée par les pratiques qui cherchent à fusionner les expériences d'innovation sociale et le réaménagement physique d'espaces abandonnés.

Dans cette section, nous nous concentrerons sur l'innovation sociale en relation avec le développement urbain en privilégiant les expériences de réutilisation adaptative et, enfin, nous discuterons du rôle de l'entreprise sociale dans le processus de régénération des espaces urbains abandonnés.

### *L'innovation sociale comme antidote à la marchandisation de la ville ?*

Si le rôle de la société civile et de ses formes particulières d'(auto)organisation a été longtemps sous-estimé dans la littérature sur la régénération urbaine<sup>24</sup>, les pratiques qui se réfèrent au paradigme, encore plutôt opaque, de l'innovation sociale et de l'entrepreneuriat social émergent comme des éléments de plus en plus présents dans les expériences de renouvellement urbain portées par la culture.

L'innovation sociale véhicule « une vision alternative du développement urbain, axée sur la satisfaction des besoins humains (et l'autonomisation, c'est-à-dire l'économie sociale) par l'innovation dans les relations au sein de la gouvernance des quartiers et des communautés<sup>25</sup> » et dans la manière « d'utiliser, de produire et d'exploiter les biens culturels tangibles et intangibles<sup>26</sup> ». Son approche est intersectorielle et englobe plusieurs facettes de la vie urbaine : (ré)utilisation des ressources spatiales, promotion de nouvelles initiatives entrepreneuriales et processus d'élaboration des politiques. Dans ce cadre, les outils de gouvernance reflètent également – dans de nombreuses expériences – le changement de perspective, écartant la forme de gouvernance public-privé pro-marché qui structure les politiques urbaines néolibérales et embrassant plutôt des dispositifs de gouvernance plus ou moins partagés<sup>27</sup>, au point de reposer sur l'initiative des citoyens<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> À l'exception des travaux bien connus d'Imrie et Raco (2003) et de Tallon (2013), qui pourtant se concentrent sur le Royaume-Uni.

<sup>25</sup> Moulaert *et al.* 2007, p. 196. Les citations figurant dans le chapitre ont été traduites en français par les auteurs.

<sup>26</sup> Tricarico – Jones – Daldanise 2020.

<sup>27</sup> Iaione 2016.

<sup>28</sup> Pradel 2021.

Les institutions publiques font de plus en plus référence à l'innovation sociale et encouragent les expériences allant dans ce sens – en témoigne notamment l'exemple de Valence évoqué plus haut dans cet ouvrage<sup>29</sup>. Cependant, comme pour d'autres concepts à la mode qui ont surgi dans les débats sur la planification au cours des dernières décennies, il existe un risque que cet ensemble de valeurs soit traduit par les décideurs publics en « mécanismes d'accompagnement », voire d'instrumentalisation<sup>30</sup> qui affaiblissent ou dénie leur potentiel transformateur<sup>31</sup>.

Quoi qu'il en soit, deux grandes familles de pratiques découlent de cette perspective, offrant aux spécialistes de l'urbain un champ d'investigation prometteur : d'une part, les interventions matérielles sur le tissu physique de la ville appelées réutilisation adaptative et visant à donner une vie nouvelle aux espaces abandonnés et, d'autre part, un large éventail d'initiatives économiques regroupées sous l'égide de l'entrepreneuriat social.

### *Pratiques de réutilisation adaptative, entre urbanisme temporaire et redéveloppement urbain*

Selon Douglas<sup>32</sup>, la réutilisation adaptative fait référence à un changement significatif de la fonction d'un bâtiment ou d'un espace existant lorsque sa fonction précédente est devenue obsolète. Bien que l'on puisse en distinguer plusieurs approches<sup>33</sup>, les cas les plus pertinents vont au-delà de la simple préservation des éléments externes d'un bâtiment afin de satisfaire un objectif physique et incluent la mise en valeur de l'histoire d'un site et de ses environs afin de maximiser ses avantages environnementaux, sociaux et économiques. Tantôt ces pratiques présentent des liens très étroits avec les expériences d'urbanisme temporaire qui ont sillonné les transformations urbaines dans les villes touchées par la crise de l'immobilier ; tantôt elles se déploient de façon tout à fait autonome sur la base d'initiatives de redéveloppement urbain portées par des coalitions d'acteurs publics-privés.

Les deux typologies de pratiques se veulent des formes de dépassement du renouvellement urbain privilégiant des finalités de valorisation immobilière, car elles en appellent aux principes du partage, de l'inclusion, de l'innovation sociale, de la culture alternative, etc., mais la

<sup>29</sup> Voir la quatrième étude de cas du chapitre 3.

<sup>30</sup> Brenner – Theodore 2002.

<sup>31</sup> Bragaglia 2021.

<sup>32</sup> Douglas 2006.

<sup>33</sup> Pleovets – Van Cleempoel 2011.

réalité des faits montre plutôt que le recours à la formule « magique » de l'urbanisme et de la réutilisation temporaire souvent sert essentiellement à « réassurer les professionnels et les propriétaires que ces actions pionnières ne doivent pas créer de tensions antagonistes avec le développement urbain néolibéral<sup>34</sup> ».

Ainsi, l'étude des modèles de réutilisation adaptative par le biais de projets culturels implique de comprendre le poids relatif de différents objectifs qui coexistent souvent, notamment la réévaluation des propriétés sur le marché immobilier urbain, la réalisation d'effets sociaux et la production de contenus culturels dans différents domaines.

Les formes récentes de réutilisation adaptative impliquent l'utilisation temporaire de bâtiments vides par la communauté, à travers une approche ascendante<sup>35</sup> ; ainsi, diverses formes de pratiques émergent, révélant une relation ambivalente de coopération mais aussi de conflit avec les organismes publics et les politiques officielles.

### *L'entrepreneuriat social comme vecteur de régénération*

L'autre élément souvent associé à ces pratiques de réutilisation adaptative est l'entrepreneuriat social. Celui-ci implique généralement que la société dans son ensemble adopte une nouvelle approche entrepreneuriale dont l'orientation prévalente va vers la satisfaction des besoins sociaux. Bien qu'il soit perçu différemment selon les auteurs<sup>36</sup>, toutes les approches reconnaissent que l'entrepreneuriat social inclut la coprésence d'éléments « entrepreneuriaux » et « sociaux »<sup>37</sup>. Être « entrepreneurial » implique la présence de l'innovation et du risque financier, ce qui nécessite une attention particulière à la durabilité économique et aux flux financiers dans le modèle d'organisation des entreprises. La composante « sociale », quant à elle, exige que les entrepreneurs intègrent la réalisation d'objectifs sociaux<sup>38</sup>. Cependant, l'inverse peut également être vrai, ce qui signifie que les acteurs sociaux – autres que les investisseurs à la recherche de profits – pourraient adopter une nouvelle approche entrepreneuriale, en constituant des formes de gouvernance dans lesquelles l'entrepreneuriat social, les organismes publics et le secteur de la production s'entrelacent dans une perspective de réseau<sup>39</sup>.

<sup>34</sup> Ferreri 2015, p. 183.

<sup>35</sup> Németh – Langhorst 2014.

<sup>36</sup> Pour une revue de la littérature, voir Bonini Baraldi – Salone 2022.

<sup>37</sup> Peredo – McLean 2006.

<sup>38</sup> Peredo – McLean 2006 ; Montanari – Mizzau 2015.

<sup>39</sup> Rhodes 2007.

Alors que les frontières entre l'État, le marché et le tiers-secteur s'estompent, une littérature spécifique émerge sur les entreprises sociales<sup>40</sup>, les sociétés de bienfaisance<sup>41</sup>, les organisations hybrides<sup>42</sup> et les modèles d'entreprise sociale<sup>43</sup>. Toutefois, les modèles d'entrepreneuriat social et leurs liens avec les processus de régénération urbaine sont moins fréquemment étudiés dans le cas des initiatives culturelles. Certaines analyses ont certainement contribué à la construction de cadres de référence aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pourtant, les expériences documentées en dehors du contexte anglo-saxon restent encore rares et fragmentées à quelques exceptions près concernant par exemple Barcelone<sup>44</sup> et Montréal<sup>45</sup>. Or le contexte sud-européen constitue, au-delà de la métropole catalane, un terrain intéressant pour étudier la relation entre les projets de renouvellement urbain/réutilisation adaptative et l'entrepreneuriat social.

En effet, il ne manque pas d'expériences alternatives dans lesquelles les fonctions culturelles sont au centre d'expériences d'auto-organisation par des acteurs tels que les entreprises à but non lucratif ou les mouvements citoyens et ont conduit à des pratiques de réutilisation adaptative de zones urbaines négligées. Nous trouvons ici des initiatives orientées vers la philanthropie, qui recherchent la durabilité économique plutôt que la rentabilité, ou, dans le domaine de l'économie solidaire et des pratiques citoyennes d'inclusion, les activités menées depuis 2012 par le réseau des « Case del Quartiere » (maisons de quartier) à Turin<sup>46</sup>, en particulier dans certains quartiers à forte présence étrangère<sup>47</sup>.

Ces expériences ont essaimé en contexte non métropolitain, comme celle de FARM à Favara dans la Province d'Agrigente en Sicile, l'un des projets d'art contemporain et de régénération urbaine parmi les plus remarquables en Italie. La zone concernée par le projet consiste en une série de petits bâtiments historiques et de jardins attenants de style arabe situés autour de sept cours (« i Sette Cortili »). La récupération du centre historique a été entièrement financée par des fonds privés appartenant à la famille des promoteurs et gérée par une association privée (Association du parc culturel FARM). Elle finance ses activités grâce aux recettes issues des billets d'entrée à l'exposition permanente

<sup>40</sup> Borzaga – Defourny 2001.

<sup>41</sup> Hiller 2013.

<sup>42</sup> Doherty – Haugh – Lyon 2014 ; Secinaro *et al.* 2019.

<sup>43</sup> Yunus – Moingeon – Lehmann-Ortega 2010.

<sup>44</sup> Garcia – Eizaguirre – Pradel 2015.

<sup>45</sup> Tremblay – Pilati 2013.

<sup>46</sup> [www.retecasesdelquartiere.org/cos-e-la-rete-delle-case/](http://www.retecasesdelquartiere.org/cos-e-la-rete-delle-case/).

<sup>47</sup> Salone – Bonini Baraldi – Pazzola 2017.

et d'autres activités temporaires ainsi qu'aux contributions personnelles des promoteurs. Le projet, soutenu par une coopérative de citoyens privés qui croient en celui-ci, est rendu possible grâce aux contributions volontaires d'artistes, d'intellectuels et d'hommes d'affaires italiens et internationaux.

Des cas comme ceux de Favara, de San Vito dei Normanni (Province de Brindisi dans les Pouilles) avec le centre exFadda ou, dans des contextes métropolitains, de l'Officina Zero à Casalbertone (Rome Est), de L'Altra Napoli (quartiers de la Sanità et de Forcella à Naples), prouvent que d'autres voies sont praticables si les décideurs publics locaux parviennent à se libérer de l'asservissement à des modèles d'intervention hégémoniques influencés par le credo néolibéral<sup>48</sup>.

Si cette approche n'est pas nouvelle en soi du point de vue de l'économie traditionnelle, en raison du rôle bien connu de la société civile comme troisième solution entre l'État et le marché ou encore des récents défenseurs des « organisations hybrides<sup>49</sup> », le mélange avec les tendances à la mode de l'innovation sociale constitue une nouveauté.

#### OCCUPER LES LIEUX, DES CENTRES SOCIAUX AUX COMMUNS URBAINS

Les formes hybrides de réutilisation adaptative des lieux, entre composante sociale et nouvelle approche entrepreneuriale, n'épuisent toutefois pas la diversité des expériences dans l'invention d'autres modalités de faire vivre des lieux en jachère *via* la culture. Elles posent notamment la question de l'occupation d'espaces urbains en déshérence, de façon illégale, dans une double dimension culturelle – artistique et patrimoniale – et politique. La relation entre la présence d'espaces laissés vacants, qu'il s'agisse d'édifices ordinaires – usines, bureaux, hôpitaux, écoles, etc. – ou de bâtiments considérés comme relevant du patrimoine urbain – théâtres, couvents, cinémas, etc. –, et les mouvements de contestation, contre les logiques de marché, les règlementations urbaines en vigueur et l'idéologie néolibérale, nous intéresse à divers titres dans la perspective de cet ouvrage attentif à l'effet des crises.

Ces mouvements sont tout d'abord l'expression d'une mise en tension entre la raréfaction de l'accès aux aménités urbaines pour des catégories entières de population et la prolifération des lieux à l'abandon, des « dents creuses » dans le tissu de la ville, de friches urbaines de différents

<sup>48</sup> Bonini Baraldi – Salone 2022.

<sup>49</sup> Venturi – Zandonai 2016.

types. À ce propos, Enrico Perini dans l'étude de cas de Porto Fluviale, présentée en fin de ce chapitre, parle d'une « collision entre deux crises ».

Par leur nature transgressive ensuite : s'agissant de l'occupation d'espaces physiques sans l'aval des propriétaires, qu'ils soient publics ou privés, ces mouvements interrogent de façon paradoxale la notion même de légitimité vs illégalité à partir du rôle conféré à la culture en tant que ressource pour les territoires. On retrouve ici certains points déjà évoqués dans l'ouvrage, notamment dans le chapitre précédent sur les « villes-refuges<sup>50</sup> ».

Enfin, ils recouvrent une vaste gamme d'expériences, souvent amalgamées sous des vocables communs par les instances politiques et les médias qui en brouillent la lisibilité : centres sociaux, squats, communs culturels. L'occupation illégale et l'autogestion peuvent être reconnues comme dénominateurs communs de ces réalités, mais chacune se distingue par son « parcours de vie », indissociable de l'environnement national et local, donnant lieu à une forte hétérogénéité dans l'espace, dans le temps et dans les rapports aux institutions. On observe ainsi des formes surprenantes de continuité depuis les centres sociaux jusqu'aux communs urbains, mais également des tournants qui ont à voir aussi bien avec le contexte de crises, aux échelles mondiale et européenne, qu'avec l'évolution de l'approche de la culture dans les politiques urbaines.

Nous replaçons tout d'abord le renouveau des mouvements d'occupation des deux dernières décennies dans un contexte historique plus large, avant d'aborder les rapports entre les stratégies des protagonistes de ces mobilisations autour de la culture et celles des acteurs institutionnels, entre domestication et contestation. Nous nous intéresserons enfin à la question de la revendication de la culture comme bien commun, placée au cœur d'enjeux de légitimité et de pérennisation pour les multiples initiatives d'occupation de la dernière décennie.

### *Une « saison des occupations » en Europe du Sud ? Continuités et ruptures*

La naissance des centres sociaux<sup>51</sup> dans les années 1970 constitue un point fort des mouvements d'occupation. Relevant du répertoire d'une gauche radicale et s'accompagnant de revendications sociales et poli-

<sup>50</sup> Voir le chapitre 6, notamment le témoignage d'Olga Lafazani sur l'expérience de l'occupation du City Plaza à Athènes et aussi l'étude de cas sur le mouvement de résistance aux expulsions à Barcelone dans le chapitre 5.

<sup>51</sup> On retrouve ces centres dans la littérature sous des appellations diverses : « squatted social centers » ou SSCs, « Centri sociali », « Centros Sociales Okupados y Autogestionados ».

tiques à différentes échelles, leur apparition est aussi étroitement liée à la recherche de nouveaux espaces disponibles pour des formes d'expression politique et de culture alternative ; il se distingue à ce titre d'autres formes de squat<sup>52</sup>. On peut les définir comme des espaces urbains – généralement des usines ou des propriétés de l'État non destinées à un usage résidentiel et abandonnées – occupés par des groupes composés essentiellement de jeunes qui les réutilisent pour des activités politiques, sociales et/ou culturelles, et se caractérisent comme étant des organisations collectives autonomes<sup>53</sup> ; la catégorie n'en demeure pas moins très hétéroclite en raison de contenus et de formes qui ont considérablement varié. La différenciation en fonction des finalités, si elle permet de singulariser les périodes d'émergence, résiste de moins en moins à l'épreuve des études empiriques lesquelles attestent d'une forte labilité des frontières, comme en témoigne le cas de Porto Fluviale et invite à deux constats.

D'une part, à l'échelle européenne, si la forme du squat de logement a été longtemps caractéristique des pays de l'Europe du Nord-Ouest, les centres sociaux sont pour l'essentiel nés dans les pays de l'Europe méridionale même s'ils ont connu une diffusion plus récente au-delà<sup>54</sup>. D'autre part, ces dynamiques, quoique mal connues et souvent considérées comme marginales, témoignent d'une étonnante longévité, depuis leur apparition dans les années 1970 jusqu'à aujourd'hui, et d'une vitalité qui ne s'est guère démentie. En même temps, les formes de protestation s'inscrivent dans un processus plus large, rythmé par des étapes et des contenus changeant au fil du temps<sup>55</sup> et des configurations nationales ou plus locales. En Espagne, après les luttes urbaines qui ont marqué la transition démocratique (années 1970), le développement de centres sociaux autogérés (années 1980-1990) et le mouvement anti-mondialisation (années 2000), les occupations récentes s'inscrivent clairement dans la génération du mouvement des Indignés<sup>56</sup> né des crises sociales causées par les politiques néolibérales.

<sup>52</sup> On distingue en ce sens les squats de logement des centres sociaux proprement dits, en raison d'une différence en termes d'objectifs poursuivis.

<sup>53</sup> Dines 1999 ; Bazzoli 2021.

<sup>54</sup> Piazza 2012.

<sup>55</sup> Si le point de départ est généralement situé à la fin des années 1970, le processus n'est en rien continu et l'on distingue diverses phases dans le développement des centres sociaux en Italie et en Espagne (Martínez López 2014), avec des variations et des ruptures différentes liées aux contextes politiques et sociaux des deux pays, voire même de villes différentes dans un même pays : Madrid (Martínez López 2018) ou Barcelone, Rome (Mudu – Rossini 2018), Naples (Dines 1999 ; Cavaliere 2013).

<sup>56</sup> Juan 2018.

Il ne s'agit pas ici de retracer le parcours de ces différents mouvements en Europe du Sud depuis leur émergence dans les années 1970, leur extension-consolidation dans la décennie suivante, mais bien plutôt de saisir l'évolution de ces formes d'occupation depuis les années 2000 avec une attention particulière au tournant qui s'est opéré à partir de 2011, allé de pair, quoique de façon distincte selon les pays, avec le « mouvement des places » (Syntagma en Grèce, Puerta del Sol-15M en Espagne)<sup>57</sup>.

Le renouveau du processus d'occupation des espaces vacants a en effet été particulièrement actif dans les villes du sud de l'Europe au début de la décennie 2000 et s'est accéléré par la suite en réaction à la crise de 2008 et aux politiques d'austérité qui ont suivi, lesquelles ont durement touché l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Le rapport aux lieux – inoccupés et en déshérence – devient alors un enjeu majeur dans un contexte urbain marqué par la spéculation et la privatisation croissante des biens immobiliers publics pour renflouer les caisses de l'État. Le nombre d'occupations augmente de façon inédite et confère à ces expériences un sens différent qui se traduit dans le vocabulaire utilisé : les termes de « libération » ou de « récupération » se substituent à celui d'« occupation » qui avait prévalu jusqu'alors (par exemple : Santa Fe Liberata à Naples, la Cavallerizza liberata à Turin).

En outre, la question culturelle s'impose de façon récurrente dans les luttes contre la marchandisation des services et des biens publics, agrégeant des groupes hétérogènes parmi lesquels artistes et opérateurs culturels assument un rôle croissant. Les mobilisations accompagnées d'occupations contestent notamment l'instrumentalisation de la culture et des arts mis au service de la compétitivité et de l'attractivité des villes. Les grands événements en deviennent ainsi souvent la cible en ce qu'ils contribuent à l'accroissement de la dette du pays et des collectivités territoriales, pour des retombées sur les villes à la fois limitées et inégalitaires<sup>58</sup>. À Naples, l'occupation de l'Asilo Filangieri en 2012 se cristallise au départ sur une contestation de l'économie de l'événement – le Forum universel des Cultures –, comme symbole de politiques inadaptées reposant sur des logiques « top-down » d'attribution des espaces destinés à la création artistique<sup>59</sup>. Elles sont aussi une réponse

<sup>57</sup> Le mouvement des places est lui-même contemporain des soulèvements dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée communément regroupés sous le nom de « Printemps arabes ».

<sup>58</sup> Le même type de contestation avait accompagné les grands événements de la décennie précédente : jeux Olympiques de Barcelone en 1992, d'Athènes en 2004, débouchant sur la privatisation des sites construits à cette occasion.

<sup>59</sup> Froment 2016 ; Chatzinakos 2020.

à la fermeture de nombreux lieux de culture, voués à être privatisés et/ou transformés en casinos (Cinema Palazzo à Rome), en restaurants (Teatro Valle à Rome<sup>60</sup>), suite au désengagement de l'État ou des communes dans leur financement.



Figure 7.1. « Les villes ne sont pas à vendre. » Le centre social SKA (Sperimentazione e Kultura Antagonista) dans le centre historique de Naples. Photographie : Pascale Froment, 2019.

### *Occupations, culture(s) et institutions locales*

La phase contemporaine de ces occupations, à la charnière du nouveau millénaire, inaugure également une plus forte hétérogénéité des centres sociaux en fonction d'orientations idéologiques divergentes, de contenus sociaux fragmentés et surtout de la reformulation des rapports avec la ville et les institutions locales. Les crises récentes ont contribué à transformer le statut et les fonctions de ces lieux et à ouvrir de nouvelles voies dans le champ culturel et politique :

We act in response to the total lack of a basic cultural policy on the level of education, production and support of artistic work as a national product. We act in response to the general stagnation of thinking and action in our society with collective meeting, thinking and direct action reactivating a disused historical building in the center of Athens<sup>61</sup>.

<sup>60</sup> Bailey – Marcucci 2013 ; Chiogna 2016.

<sup>61</sup> Strigklogiannis 2014, p. 9.

De ce point de vue, par les activités culturelles et sociales qu'ils offrent à la population et au-delà des revendications politiques dont ils sont porteurs, les lieux occupés constituent une double ressource. Pour les occupants comme pour les territoires d'insertion tout d'abord, ce sont des espaces pour promouvoir et produire des formes et modèles culturels alternatifs face à une culture marchandisée ou élitiste. En périphérie, la présence des centres sociaux permet notamment de proposer un ensemble d'activités et de services divers à la population ainsi qu'une offre culturelle dans des quartiers qui en sont largement dépourvus.

Parallèlement, ils apparaissent de plus en plus comme une ressource d'un tout autre type pour les responsables politiques, soulevant de ce fait la question de la neutralisation et de la récupération des pratiques subversives contestataires par l'inclusion de ces stratégies « bottom-up » dans des politiques de marketing urbain<sup>62</sup>. Les initiatives artistiques et culturelles – héritées de formes de la contre-culture – constituent de ce fait des opportunités de captation de la part des institutions de manière souvent très sélective en fonction de la qualité des bâtiments et de leur situation dans la ville.

On observe ainsi une oscillation entre diverses stratégies possibles de la part des édiles qui se résolvent dans bien des cas par une intégration inégalitaire et/ou une allocation temporaire des espaces mis en attente<sup>63</sup>, très variable dans le temps et l'espace en fonction des appareils législatifs et d'échelles décisionnelles plurielles. Les relations entre ces lieux occupés illégalement et les institutions se caractérisent ainsi par une alternance dans le temps ou par la coexistence synchrone de formes de répression « contre l'illégalité, la déviance » et de processus d'institutionnalisation ou domestication de ces pratiques venues du bas. Ainsi en Espagne, les mouvements de squats, qui ont démarré au milieu des années 1980 dans les grandes villes – telles Madrid, Barcelone, Bilbao, Valence, Saragosse – et dont le nombre a augmenté rapidement au début des années 1990, se heurtent à un durcissement de la législation dans les années 1995-1996. Malgré leur criminalisation<sup>64</sup>, le nombre d'expulsions est dépassé par celui des nouvelles occupations et certains centres se sont maintenus jusqu'à aujourd'hui dans le même lieu, comme le AL Villaverde à Madrid<sup>65</sup>. À Rome, en revanche, l'adoption de la Délibération municipale n° 26 de 1995, qui permet de confier l'usage des espaces à des associations « régulières », ouvre la voie à des légalisa-

<sup>62</sup> Mudu – Rossini 2018, p. 109. Voir aussi le chapitre 4 sur cette articulation entre initiatives « bottom-up » et « top-down » de régénération urbaine.

<sup>63</sup> Andres 2011.

<sup>64</sup> Le nouveau code approuvé en 1995 fait de l'occupation une infraction pénale.

<sup>65</sup> Martínez López 2018.

tions<sup>66</sup> (par exemple : Brancalene, Corto Circuito, Torre). Cependant, les appels à allocation de certains lieux, propriétés de la commune, pour des activités culturelles sous la bannière du « patrimonio bene comune », s'appliquent souvent à des espaces de petite taille, moins bien placés dans la ville ou plus « ordinaires » – le centre culturel autogéré Ateneo Popular à Barcelone ou le Metropoliz à Rome –, alors que les « beaux » espaces sont réservés à des projets de privatisation, comme c'est le cas pour la Cavallerizza Reale située dans le centre de Turin. Après cinq années d'occupation (2014-2019), celle-ci, reconnue patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 1997, a été mise en vente et acquise en novembre 2021 pour 11,3 millions d'euros par la Fondation bancaire privée Compagnia San Paolo et l'Université publique de Turin<sup>67</sup>.

Parallèlement, les trajectoires des lieux occupés divergent fortement. L'art joue en cela un rôle décisif dans la construction de passerelles entre l'intérieur et l'extérieur du lieu occupé en tant qu'il influence la perception externe des squats et leur acceptation par les institutions comme par les habitants. À Athènes, les relations étroites entre le Mavilli collective et le Psyri Residents Movement mais aussi d'autres collectifs du quartier ont notamment permis de résister aux tentatives d'évacuation du théâtre Embros en 2011<sup>68</sup>. Il en va de même pour la convergence entre l'occupation de l'ex-Cinema Palazzo et la Rete San Lorenzo dans le quartier éponyme de Rome. La légitimité publique des occupations se trouve ainsi souvent renforcée par l'offre artistique, suscitant un accueil plus favorable de la part des édiles faisant écho aux images positives renvoyées par les médias.

Dans ce processus, l'équilibre entre la production artistique d'une part et la politique et l'action sociale d'autre part, devient de plus en plus fragile. L'art, dans certains cas, s'avère être une solide « barricade » pour se protéger de l'éviction et défendre la dimension sociale des occupations. Metropoliz, dans l'ancien abattoir Fiorucci à la périphérie Est de Rome, n'est pas un « art squat » mais une « housing occupation »

<sup>66</sup> La délibération 26/1995, à Rome, a permis l'attribution d'espaces publics inutilisés à des associations à but non lucratif à des fins d'utilité sociale. Ainsi, le gouvernement de la ville reconnaît le droit des associations formelles de conduire des activités sur les locaux occupés par le biais d'un bail temporaire et à bas prix. Même appliqué à un nombre très limité de cas (huit), le résultat de cette régularisation a été de consolider la présence de certains « squatted social centers ». Dès la seconde moitié des années 1990, ces centres sociaux régularisés ont été reconnus comme potentiellement utiles dans le renouvellement des périphéries mal desservies, physiquement et socialement dégradées (Mudu – Rossini 2018).

<sup>67</sup> La commune de Turin avait auparavant demandé et obtenu le passage de ce bien du domaine de l'État au domaine communal.

<sup>68</sup> Strigklogiannis 2014.

dans laquelle l'art a été mobilisé comme instrument de communication politique et de revendication d'un droit à la ville pour tous<sup>69</sup>. Cependant, dans bien d'autres cas, en raison de potentielles cooptations dans le cadre de projets institutionnels de ville créative, la dimension politique contestataire de l'artivisme y perd une partie de sa visibilité<sup>70</sup>.

### *Biens culturels en crise et communs urbains*

L'expérience des « communs urbains<sup>71</sup> » en Europe du Sud s'inscrit en partie dans cette longue tradition d'occupations tout en s'en démarquant par la référence aux communs dans un contexte de vive crise, sociale, politique et économique :

[...] une des origines récentes du renouveau des communs tient à la recherche d'alternatives aux logiques néolibérales qui, en privatisant des pans entiers de l'activité et de l'existence humaine, multiplient les inégalités d'accès aux ressources. De même, la volonté de renouveler les fondements de la participation citoyenne, par une prise de distance avec les cadres institués de la vie politique traditionnelle, en constitue une autre source<sup>72</sup>.

Le processus, engagé depuis vingt ans et plus spécifiquement dans la dernière décennie, a fait émerger une articulation innovante entre culture et gestion citoyenne ; il suscite des innovations sociales et institutionnelles<sup>73</sup> dont l'autogouvernement – construit sur le principe de la redistribution et de la solidarité et hors contraintes du marché – est une dimension essentielle. La double expérience du Teatro Coppola-Teatro dei cittadini et de La Palestra Lupo débutée en 2011 à Catane, montre ainsi que les pratiques de squat contre-hégémoniques ont pour objet explicite la production de formes alternatives de culture (voir ci-après l'étude de cas de Catane).

En Italie notamment, la mise en vente des actifs publics, la privatisation généralisée – ou dé-publication – des services publics et le déclassement ou la vente du patrimoine culturel ont déclenché une forte

<sup>69</sup> Ravazzini – Saraceno 2012 ; Bragaglia – Krähmer 2018.

<sup>70</sup> Bragaglia – Krähmer 2018.

<sup>71</sup> Voir l'encadré « Naples, le maire et les biens communs » dans ce même chapitre. Pour la spécificité des communs urbains par rapport aux communs, nous renvoyons à l'analyse de Festa 2016.

<sup>72</sup> Brossaud – Fiori – Simay 2019.

<sup>73</sup> Juan 2016.

mobilisation sociale autour des communs<sup>74</sup>. Réunissant des associations culturelles, comités locaux, travailleurs précaires de l'art, de l'économie de la connaissance, celle-ci dénonce à la fois une précarité sociale et territoriale<sup>75</sup> et ouvre une riche saison d'occupations revendiquant l'accès à des espaces urbains au nom de la « *cultura bene comune* » (culture bien commun). Convergeant avec les propositions de la Commission Rodotà<sup>76</sup> et les choix politiques de certaines municipalités, comme Naples (voir encadré ci-dessous), les expériences se multiplient dans la péninsule, associant étroitement théorie et *praxis* autour de la gestion collective de bâtiments classés tel le Teatro Valle à Rome. Outre l'alliance inédite entre mouvements sociaux et juristes, la légitimité de la démarche tient aussi à la capacité des collectifs à tisser des réseaux de relations multiscalaires et à dialoguer avec des acteurs multiples : universités, habitants et associations de quartier, mais aussi avec d'autres collectifs de même type qui se sont multipliés en Europe du Sud, témoignant d'une intense circulation des informations et des échanges d'expériences aux échelles nationale et internationale.

Malgré une grande hétérogénéité, ces lieux présentent aussi des similitudes intéressantes comme dans le cas de l'Embros Theater à Athènes et de l'Asilo Filangieri à Naples<sup>77</sup> ou, dans un autre contexte, la Casa Invisible à Malaga. Nés de mouvements d'occupation d'un édifice abandonné en centre-ville – respectivement en 2007, 2011 et 2012 –, par des communautés de travailleurs de l'immatériel, ces expériences offrent une alternative aux politiques et circuits culturels « top-down » promus par les pouvoirs publics. Ils mêlent des bénévoles, des professionnels, des usagers qui participent aux assemblées générales ou à des assemblées plus thématiques et sont force de proposition.

<sup>74</sup> Cette mobilisation naît en lien avec le référendum sur l'« *acqua pubblica* » (eau publique) en juin 2011. Le contexte est évoqué dans l'encadré « Naples, le Maire et les Biens communs » de ce même chapitre.

<sup>75</sup> Festa 2021.

<sup>76</sup> Les travaux de la Commission Rodotà (du nom du juriste éponyme qui en fut l'initiateur), en 2007-2008, ont donné lieu à un projet de loi (2008) et un rapport (2010) sur la « modification du Code civil en matière de biens publics » portant sur les « droits civiques d'usage » suivant une relecture de l'art. 43 de la Constitution. Bien que jamais inscrite dans la loi, l'élaboration juridique accomplie a débouché sur plusieurs arrêts rendus par les plus hautes cours italiennes, en même temps qu'elle a fourni une base à nombre de luttes sociales, scellant ainsi une alliance inédite entre juristes et mouvements sociaux (Dardot 2016).

<sup>77</sup> De Tullio 2021a.



Figure 7.2. Les biens communs à Naples.  
Réalisation : Pascale Froment et Patrick Pentsch<sup>78</sup>.

Le réseau des acteurs impliqués dans ces processus se trouve toutefois, après un premier moment d'occupation-éclair des lieux, rapidement confronté à la temporalité de plus en plus longue et toujours incertaine de cette occupation, dont le devenir reste dépendant des politiques municipales aux couleurs changeantes<sup>79</sup>, de la pression des lobbys privés, des logiques de marketing territorial et de grands projets, musées et événements, au détriment des espaces de sociabilité et de quotidienneté des quartiers autour d'actions culturelles de qualité, impulsées d'en

<sup>78</sup> IISF : Istituto per gli Studi Filosofici.

<sup>79</sup> Par exemple à Barcelone, le passage du gouvernement de Xavier Trias (2011-2015) à celui de Ada Colau (élue en 2015 et renouvelée en 2019) ouvre de nouvelles perspectives pour l'Ateneo Popular.

bas<sup>80</sup>. La légitimité des biens communs urbains culturels est très souvent le fruit d'une convergence entre les luttes d'activistes et des habitants d'une part et d'institutions, à différentes échelles, plus attentives à la démocratie participative. Aussi la reconnaissance, tout au moins temporaire, de l'Ateneu Popolar à Barcelone, des biens communs à Naples ou encore à Athènes ou Thessalonique n'est-elle pas étrangère aux orientations des politiques municipales, voire nationales : Barcelona en Comú, les deux mandatures de Luigi De Magistris à Naples, le parti Syriza en Grèce jusqu'en juillet 2015.

### Naples, le maire et les biens communs

Les communs sont définis comme « des ensembles de ressources collectivement gouvernées, au moyen d'une structure de gouvernance assurant une distribution des droits entre les partenaires participant au commun et visant à l'exploitation ordonnée de la ressource, permettant sa reproduction sur le long terme<sup>81</sup> ». Dans le paysage italien, mais aussi européen, l'expérience napolitaine des biens communs s'est imposée rapidement par son caractère pionnier et innovant.

C'est autour des bâtiments d'un patrimoine menacé, pour la plupart situés dans le vaste centre historique de la ville, que se cristallisent les mobilisations entre fin 2011 et 2015. L'occupation dès mars 2012 de L'Asilo Filangieri par le collectif la Balena, composé d'artistes et opérateurs culturels contestant la politique des grands événements, ouvre la voie à un bras de fer de longue durée avec les pouvoirs municipaux qui, entre conflits et compromis, débouche en 2016 sur la reconnaissance de sept lieux comme « biens communs » par la commune de Naples, sur la base des « Déclarations d'usage civique des communautés » : Ex-Asilo Filangieri devenu L'Asilo, Villa Medusa, Giardino Liberato, ex-Lido Pola, ex-OPG, Scugnizzo Liberato, Santa Fede Liberata<sup>82</sup> (figure 7.2). Malgré leur grande hétérogénéité, ces espaces gérés sur le principe de l'usage collectif et d'assemblées hebdomadaires, sont devenus de « véritables incubateurs d'activisme civique<sup>83</sup> ».

La légitimation de la part des institutions locales et la pérennité jusqu'à aujourd'hui des biens communs à Naples, alors même que d'autres expériences nées à la même période ont tourné court comme celle du Teatro Valle à Rome en 2014, s'explique par la conjonction de divers facteurs. Outre le contexte national évoqué précédemment, le rôle de l'équipe

<sup>80</sup> Festa 2012.

<sup>81</sup> Coriat 2015, p. 38.

<sup>82</sup> Froment 2016 ; 2018.

<sup>83</sup> Micciarelli 2014.

municipale conduite par le juriste Luigi de Magistris élu en mai 2011<sup>84</sup> et reconfirmé dans ses fonctions aux élections de 2016, n'est pas des moindres dans le processus. Le nouveau Conseil municipal intègre en effet un Assessorat aux biens communs et à la démocratie participative et pose en septembre 2011, les bases de la future ABC (Acqua Bene Comune)<sup>85</sup>. En 2013 est créé l'Observatoire sur les biens communs ; cet organe consultatif participatif est modifié en 2018, sous l'impulsion du mouvement « Massa Critica Napoli », pour renforcer la dimension participative et démocratique dans le fonctionnement des institutions locales.

En l'espace de cinq ans, diverses délibérations ont ainsi jalonné la construction de normes de reconnaissance et d'un référentiel des communs urbains<sup>86</sup>, regroupant une pluralité de pratiques et de cheminements. Ce référentiel est accueilli par de nombreux juristes comme une redécouverte et une mise en acte des principes mêmes de la Constitution italienne relatifs à la gestion des biens relevant du domaine public. Les expériences napolitaines ont ainsi souvent fonctionné comme des prototypes pour d'autres mobilisations et réglementations en Italie – à Bologne en 2014 – et au-delà. La mise en réseau des expériences, progressivement structurée à l'échelle locale avec la création du site Commons Napoli, à l'échelle de la péninsule (la Rete Nazionale dei Beni Comuni Emergenti e a Uso Civico est fondée en 2019) et à l'échelle européenne dans le cadre du programme Civic eState/URBACT<sup>87</sup>, contribue à consolider la position des « communautés » de la ville vis-à-vis des futures équipes municipales, une position qui demeure malgré tout tributaire des orientations de ces dernières.

Ces expériences, dans leur grande diversité, ouvrent un vaste champ des possibles et de nombreuses questions. L'invention de nouvelles formes de légitimité qui en découle peut-être en effet à double tranchant. Elle souligne l'importance des acteurs locaux dans l'alliance entre principes et pragmatisme qui caractérisent le processus d'innovation sociale, mais peut-elle fonctionner à plus long terme sans un cadre législatif de plus ample portée ? De plus, la conquête d'une légitimité

<sup>84</sup> Député européen depuis 2009, Luigi de Magistris devient maire de Naples en mai 2011. Il quitte l'Italie des valeurs pour créer le Movimento arancione qui participe à la coalition électorale Révolution civile lors des élections générales de 2013, avec d'autres maires attachés à porter sur le devant de la scène les revendications locales. Il est réélu en 2016. Gaetano Manfredi lui succède en 2021.

<sup>85</sup> Au terme de trois mois de consultation avec des experts, des représentants de mouvements sociaux, une première délibération de septembre 2011 transforme l'ARIN S.p.A, pour la gestion des ressources hydriques en entreprise spéciale de droit public qui prend en 2013 le nom de ABC (Acqua Bene Comune Azienda speciale).

<sup>86</sup> Capone 2022.

<sup>87</sup> De Tullio 2021b.

d'en bas peut être lue comme une conquête démocratique mais aussi comme symptôme d'un désengagement des institutions publiques quant à la requalification des biens patrimoniaux et à la mise en œuvre d'initiatives culturelles de qualité, sans dotation aux collectifs pour les entretenir et les faire vivre, et *in fine* à l'encontre des intérêts des habitants et des citoyens.

### ÉTUDES DE CAS

Les deux études de cas qui suivent témoignent de la grande hétérogénéité des expériences à l'échelle d'un même territoire national, entre Catane et Rome, mais aussi à l'échelle d'une même ville. Dans le cas de Catane en effet, Teresa Graziano, tout en rapprochant les démarches du Teatro Coppola et de la Palestra Lupo autour de la culture et des biens communs déployés contre le régime d'austérité et de dépossession, met en évidence des parcours distincts par leurs positions, plus radicale dans le premier cas, et leur mode d'organisation. Sous la forme d'un dialogue, Enrico Perini et Sarah Baudry retracent l'itinéraire de Porto Fluviale : le passage d'un squat destiné au logement en 2003 à un lieu devenu dans la décennie suivante plus complexe et composite où l'art constitue un moyen de « performer » le squat, de le visibiliser – au risque de l'instrumentalisation – dans un contexte d'expérimentation de nouveaux modes de gouvernance.

#### *Espaces occupés et contre-culture après/contre les crises à Catane*<sup>88</sup>

Ville du versant oriental de la Sicile, Catane traverse une première phase de politiques néolibérales « modérées » entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, période qui coïncide avec une ouverture de la gouvernance urbaine à de nouvelles idées de compétitivité, gestion entrepreneuriale et, surtout, de créativité et régénération comme outil de relance de l'image urbaine. La deuxième phase, plus récente, est marquée par une réduction de l'offre culturelle liée à la contraction des fonds et à la crise politique locale. C'est dans ce contexte, de réduction de la production institutionnelle et d'usage de la culture et de la créativité pour des opérations de « restyling » urbain, que des expériences contre-culturelles de résistance émergent dans le centre historique, étroitement liées à la perspective de biens communs urbains et du « squatting » culturel. Ces liens entre production culturelle, « squatting » et

<sup>88</sup> Teresa Graziano, Università degli studi di Catania.

résistance anti-hégémonique sont plus évidents au lendemain de la crise de 2007-2008.

### Deux squats culturels

En particulier, deux expériences d'espaces occupés, fondées sur les communs urbains et la démocratie participative, sont liées par des pratiques d'occupation qui, dans un contexte socioculturel urbain de plus en plus fragmenté, reflètent des stratégies spécifiques de résistance au néolibéralisme<sup>89</sup>. Un groupe de citoyens engagés, de militants, mobilisent une production culturelle compensatoire par rapport à l'offre institutionnelle, affectée par le climat d'austérité. En effet, les mouvements qui ont redessiné la scène de la contestation dans les pays occidentaux ne se limitent plus aux questions politico-économiques ou aux conflits sociaux mais s'ouvrent à cette dimension<sup>90</sup>. La stratification sociale des militants s'est également accrue, ces derniers devenant de plus en plus des fournisseurs culturels et de services qui, dans certains scénarios urbains, ont eu recours au « squatting » pour revendiquer un espace de production alternatif à celui du courant dominant. Si des formes d'occupation illégale d'immeubles ont toujours existé, le squat contemporain est, selon Pruijt<sup>91</sup>, fondé sur ce qu'on appelle une libération cognitive, c'est-à-dire que les occupants identifient les bâtiments vides et/ou abandonnés comme des espaces d'opportunités sans précédent, dans lesquels renégocier leurs demandes et défier les rapports de force hégémoniques. Comme le soulignent Martínez López *et al.*<sup>92</sup>, l'occupation implique souvent un répertoire de pratiques non hiérarchiques et de modèles organisationnels participatifs à l'appui d'activités contre-culturelles au-delà – et souvent en antagonisme avec – les circuits commerciaux formels<sup>93</sup>.

Les deux expériences d'occupation analysées, le Teatro Coppola-Teatro dei cittadini (Théâtre Coppola-Théâtre citoyen) et La Palestra Lupo (Le gymnase Lupo), ont en commun l'occupation de bâtiments publics abandonnés ou dégradés, l'adhésion au bien commun comme principe fondateur ainsi que la mobilisation de la culture contre le tournant néolibéral. Elles sont cependant différentes par les stratégies discursives utilisées et par les résultats de l'occupation elle-même.

<sup>89</sup> Ruggiero – Graziano 2018.

<sup>90</sup> Mayer 2009.

<sup>91</sup> Pruijt 2013.

<sup>92</sup> Martínez López – Piazza – Pruijt 2013.

<sup>93</sup> Ruggiero – Graziano 2018.

### Occupation vs réutilisation temporaire

Le Théâtre Coppola, inauguré en 1821 en tant que premier théâtre municipal au cœur d'un quartier populaire de pêcheurs, est presque entièrement détruit par les bombardements américains de 1943. Dans l'après-guerre, le théâtre est utilisé comme laboratoire scénographique du Théâtre de l'Opéra de la ville et puis définitivement abandonné (figure 7.3). En 2005, un projet de renouvellement est approuvé par la municipalité de Catane mais il est abandonné au début des travaux.



Figure 7.3. Catane, Teatro Coppola, ex-Théâtre de l'Opéra de la ville occupé et revitalisé. Photographie : Teresa Graziano, 2015.

L'occupation commence en décembre 2011, pendant une vague d'occupations d'espaces culturels dans toute l'Italie, par un groupe d'artistes et d'opérateurs culturels siciliens. Dans le manifeste qui résume les objectifs et les pratiques de l'occupation, les militants déclarent :

Nous revendiquons le droit de récupérer et de prendre soin d'un bien commun abandonné pour le remettre à la ville. Nous croyons fortement que la remise en cause de la gestion de la propriété publique est une condition essentielle pour expérimenter de nouvelles formes participatives et conscientes d'organisation du territoire, du travail et de la créativité collective, que la propriété publique doit redevenir un lieu de droits et de pouvoir agir, contre l'accumulation privée aveugle, les échanges incontrôlés, l'abandon des biens et l'aliénation des biens communs<sup>94</sup>.

<sup>94</sup> Ruggiero – Graziano 2018.

L'expérience d'occupation de la Palestra Lupo est différente de celle du Théâtre pas seulement à cause de la plus grande hétérogénéité des « âmes » qui la composent, mais aussi de la diversité de la conception des communs urbains et des relations avec les institutions (figure 7.4). En 2011, le collectif de militants du GAR (Groupe Réveil Action) obtient une autorisation municipale pour nettoyer le bâtiment abandonné, autrefois gare routière puis gymnase municipal d'escrime, situé à proximité du Théâtre Coppola. En 2014, avec d'autres associations locales, il engage une réflexion sur la possibilité de l'utiliser en tant qu'espace ouvert à des fins socio-culturelles. La description officielle est celle d'un « projet de réutilisation temporaire d'un bâtiment public abandonné et dédié aux cultures, aux arts et à l'environnement ». L'organisation interne, quoique fondée sur le principe de démocratie participative, est très complexe et articulée autour de réunions de direction, groupes de travail et délégations du comité opérationnel, dans lesquels les habitants, c'est-à-dire les militants, et les invités, donc des individus « externes » qui proposent des activités sur un temps limité, ont des rôles différents, et les premiers seulement ont un pouvoir décisionnel.



Figure 7.4. Catane, Palestra Lupo, exemple d'« institutionnalisation flexible » des pratiques du squat. Photographie : Teresa Graziano, 2022.

L'occupation vise au début à s'articuler à un « Règlement des biens communs » de la ville, qui propose de nouvelles modalités de citoyenneté active pour la gestion des biens communs. Le débat sur le règlement,

lancé en 2015, se développe avec l'administration municipale, pressée par les militants eux-mêmes pour obtenir la fruition des locaux.

Aussi bien le Théâtre Coppola que la Palestra Lupo peuvent être définis comme des espaces autonomes, où construire des formes d'organisation politique, sociale et économique par des combinaisons de résistance et de création<sup>95</sup> : espaces qui, face à l'abandon progressif de l'État et au changement d'échelle des relations de pouvoir, développent une idée d'autonomie entendue à la fois comme affranchissement des mécanismes régulateurs de l'État-nation et des rapports de force façonnés par le capitalisme, et comme capacité de création innovante et contre-culturelles<sup>96</sup>. Contrairement au Théâtre Coppola, la Palestra Lupo se situe au début dans l'« institutionnalisation flexible » dont parlent Pruijt et Martínez López<sup>97</sup> qui vise à légitimer la pratique du squat.

Selon l'approche radicalisée des militants de Coppola, au contraire, l'occupation découle « de la nécessité de mobiliser la culture pour qu'elle devienne une partie des territoires, une culture qui s'engage dans la politique et devient une action de protestation non violente, mais en conflit avec le pouvoir établi » (entretiens avec le chanteur/militant Cesare Basile). Bien que différents en termes de relations avec les acteurs institutionnels, les deux expériences soulignent que « les squats jouent un rôle fondamental dans le champ de la production culturelle. Ils prônent des formes artistiques qui risqueraient autrement de disparaître et incubent de nouveaux usages qui n'auraient pas existé si les squats n'avaient pas existé<sup>98</sup> ». Nés en réponse au régime d'austérité débuté avec la crise politique-financière locale et la crise de 2007-2009 qui frappe le secteur de la production culturelle, les expériences de « squatting » ont traversé aussi la crise de la COVID-19 et semblent actuellement plongés dans une phase de transition et de restructuration des activités. En particulier, la Palestra Lupo, bien que poursuivant ses activités, a pour le moment arrêté à la fois le processus participatif pour le Règlement des biens communs et l'institutionnalisation du rapport avec la municipalité ; le Théâtre a relancé la collecte de fonds pour le réaménagement du bâtiment, toujours en soulignant la volonté de mobiliser la culture en tant qu'outil de lutte contre des formes de dépossession du capital et contre l'abandon/coercition des acteurs publics.

<sup>95</sup> Pickerill – Chatterton 2006.

<sup>96</sup> Coppola – Vanolo 2014.

<sup>97</sup> Pruijt 2004 ; Martínez López 2014.

<sup>98</sup> Moore 2015, p. 12, notre traduction.

*Vingt ans de lutte pour le logement et le droit à la ville :  
le Porto fluviale occupé à Rome*

**Dialogue entre Enrico Perini et Sarah Baudry<sup>99</sup>**

Sarah Lilia Baudry est docteure en aménagement et géographie (université Paris Cité). Ses recherches portent sur la fabrique des espaces publics et culturels à Rome. Parmi ses terrains d'étude, figure Ostiense où se situe le squat Porto Fluviale. Enrico Perini est architecte, diplômé de l'Université Roma Tre et vit au Porto Fluviale. Il mène avec le Laboratoire CIRCO une recherche sur les modes d'habiter et la réutilisation des déchets en ville.

Tous deux confrontent leurs points de vue sur Porto fluviale, un « lieu commun » autogéré dans le quartier en renouvellement d'Ostiense. Au sud de Rome, Ostiense est un ancien quartier industriel, concerné par des dynamiques de gentrification. Son patrimoine ouvrier important en a fait la cible d'actions publiques et de projets urbains à la fin des années 1990. Des aménagements ont eu lieu, certains espaces ont été requalifiés, d'autres sont encore en suspens, d'autres toujours en friches. Les friches se mêlent aux équipements créatifs et places aménagées. Porto Fluviale, ancienne caserne, quant à lui, a été l'objet d'appropriations citoyennes ces deux dernières décennies.

SARAH BAUDRY : Ainsi, (con)sacrer Rome « ville éternelle », figer la capitale italienne en une image lisse, la circonscrire à son centre historique, serait nier les mutations qui la traversent et la grande vivacité culturelle, sociale et urbaine qui l'anime. D'une superficie de 1 285 km<sup>2</sup>, développée de manière informelle ces cent dernières années, la ville-campagne est constituée aussi d'espaces verts, de friches, d'espaces d'entre deux, d'espaces vacants. Beaucoup d'encre a coulé au sujet de ces derniers. Les espaces abandonnés ont souvent été occupés à différentes fins. Le droit au logement, à la culture et aux services publics pour tous et toutes, bref le droit à la ville<sup>100</sup>, et la volonté d'offrir un espace sûr à des groupes sociaux (femmes, féministes, homosexuel/les, étudiant/es, migrant/es) sont les revendications les plus courantes pour justifier le squat. Les centres sociaux autogérés en sont aussi une forme italienne connue. Il s'agit de répondre aux manquements de l'État-providence, de créer un « welfare dal basso » alors même que la capitale traverse différentes crises (institutionnelle, urbaine, sociale, de logement, d'accueil) sur fond de spéculation immobilière galopante. À Rome, les collectifs de

<sup>99</sup> Coordination et traduction : Hélène Dang-Vu (université Gustave Eiffel-École d'urbanisme de Paris) et Margot Delon (CNRS, Nantes université).

<sup>100</sup> Lefebvre 1968.

lutte du droit à habiter – Action, « Coordinamento di Lotta per la Casa » et « Blocchi Precari Metropolitan » – sont des collectifs de soutien pour faire face à la carence de logements sociaux et notamment pour loger les familles migrantes arrivées dès les années 1990. La « crise » migratoire, les tragédies humaines et les politiques de migration restrictives, le tournant sécuritaire qui leur est associé, le système social et les politiques de logement limités ces dernières années ainsi que les carences institutionnelles ont engendré une informalité du logement à long terme avec des degrés d’institutionnalisation et d’informalité divers à Rome<sup>101</sup>. Cela peut aller du démantèlement à la reconnaissance en passant par l’indifférence. Ces formes de « squatting » sont des manières de créer de nouvelles pratiques et des alternatives sociales, culturelles et citoyennes mais peuvent être sources de marginalisation. Au sud du centre de Rome, dans le quartier Ostiense, un squat a atteint une forme de reconnaissance et a été médiatisé ces dernières années : le squat Porto Fluviale, à la façade repeinte par Blu et dont l’occupation fêtera bientôt ses vingt ans.

*Enrico, tu es architecte, tu vis au Porto Fluviale et de fait, tu es pleinement impliqué dans la vie de ce lieu ; si on peut dire, tu vis triplement cette expérience de l’intérieur, non ? Comment expliquer ce lieu à ceux qui n’y sont jamais allés ? Est-ce que tu dirais que c’est typiquement une occupation « à la romaine » ou plutôt une expérience à part ?*

ENRICO PERINI : Je ne dirais pas que l’occupation du Porto est unique. Elle porte une idée de commun qui n’est pas très nouvelle en réalité. Je me rappelle qu’à peine arrivé à Rome en 2013, je suis tombé à Porta Maggiore – la grande porte de Rome-Est – sur une inscription murale gigantesque qui clamait : « ni public, ni privé, COMUN ». Cela m’a frappé. Donc oui, loin d’être un concept neuf, les communs existent depuis le Moyen Âge, en Angleterre notamment. Mais ce sont des formes d’organisations qui peinent à être considérées sérieusement. C’est même épuisant d’essayer d’outrepasser le dualisme du « à moi-privé/public-je m’en fous [« esticazzi »] » si répandu dans la société occidentale contemporaine.

Le Porto Fluviale occupé, et tant d’autres squats de logements, les centres sociaux (et d’autres espaces non politisés comme les bivouacs en montagne) sont des espaces d’expérimentations constantes et minutieuses pour trouver une façon de faire les choses en COMUN : l’espace devient le nôtre. Le point de départ est de reconnaître et de nous reconnaître autour d’un besoin, une nécessité commune : « avoir un toit sur

<sup>101</sup> Belloni – Fravega – Giudici 2020.

la tête » dans le cas des occupations et de Porto Fluviale. Pourtant ce serait une erreur de ne voir la pratique de l'occupation que comme une simple pulsion politique ou de survie : la lutte implique des renoncements liés à soi, à son travail, des manifestations, des assemblées et des piquets chaque semaine, des interpellations pour de simples chants ou, parfois, l'emprisonnement pour plusieurs années. Simone, qui habite et lutte lui aussi au Porto, parle de ces derniers comme des « compagnons martyrs ».

Rome est constellée de bâtiments à l'abandon<sup>102</sup>, certains en raison de transformations sociales inattendues – dans certains quartiers, s'il n'y a plus d'enfants, les écoles sont désertées – et d'autres d'amnésies urbaines – des casernes abandonnées en centre-ville, comme dans notre cas. Le 2 juin 2003, ces deux crises – des personnes sans logement et des espaces sans habitants – sont entrées en collision. 300 personnes mal logées sont entrées dans un bâtiment abandonné par l'armée de l'air à deux pas des murailles d'Aurélien. Il y a plus de 15 nationalités différentes qui doivent cohabiter. On se partage l'espace où dormir, la cuisine et les toilettes.

Dix-neuf ans plus tard, l'ex-caserne offre à la ville une fresque fractale, que l'on peut apprécier aussi bien de loin avec une vue d'ensemble que de près avec des millions de détails. La fresque met en valeur les aspects architectoniques du bâtiment et vieillit bien avec ses couleurs un peu délavées : à nous, cela ne pose pas de problème ! Ce qui importe est qu'on parle des personnes qui y habitent et y passent : une multitude de visages divers, chacun avec sa particularité, mais unis et unies dans la lutte pour le logement et contre le fascisme.

La vaste cour intérieure connecte les ateliers qui se sont établis avec le temps : une salle d'arts circassiens, une école d'orfèvrerie, un salon de thé, un atelier d'autoréparation de vélo, un atelier de couture et un autre de sérigraphie. Ce sont tous des projets autofinancés et aucun revenu n'en est attendu. Ils peuvent être stables, temporaires ou en jachère depuis des années. Ils vivent tant qu'un groupe de personnes, venant de l'occupation ou de l'extérieur, en prend soin. Aux étages supérieurs, il y a environ 50 logements auto-construits à partir de l'espace ouvert de l'entrepôt ; tous les logements ont désormais une salle d'eau et presque toutes profitent de la hauteur de 4,5 mètres avec une mezzanine. Les dimensions des logements sont relatives au nombre de personnes composant le ménage habitant. Mais dans peu de temps les choses changeront... ou peut-être pas ?

<sup>102</sup> Circo 2021.

SARAH BAUDRY : Oui le Porto fluviale est un lieu qui a évolué et continue à évoluer dans ses fonctions, ses usages. À t'écouter, on voit bien que c'est bien plus qu'un simple squat de logements. C'est un lieu de socialisation partagé<sup>103</sup>. Des espaces collectifs ouverts au public ont vu le jour et ont permis de créer des passerelles entre la communauté qui y habite, les militants, les autres habitants et même des personnes d'ailleurs. Le lieu en lui-même s'est transformé. Aussi, en se réappropriant un espace appartenant à l'État, il s'est agi pour les militants de signifier aux politiques publiques que les habitants du squat sont des acteurs de la ville et font partie du processus de transformation urbaine. Symboliquement, le travail de Blu réalisé en 2014 a contribué à rendre le lieu visible et à changer quelque peu son statut. Cette visibilité rendue possible a aussi révélé les paradoxes inhérents à ce type de démarches. L'œuvre, impressionnante, sur les façades de l'immeuble, a fait une publicité au squat, au risque d'une possible instrumentalisation. L'immeuble est un incontournable du quartier lorsqu'on veut sortir du tourisme des sentiers battus et a été inséré il y a quelques années dans des circuits touristiques. Nous ne sommes pas ici dans des cas, que l'on peut retrouver ailleurs à Rome, de musées alternatifs, tel le MAAM ; toutefois, l'œuvre du « street artist » a participé à un changement de regard sur le lieu. Le rapport du public par rapport à son milieu d'exposition<sup>104</sup> est bouleversé alors même qu'habitants, usagers dans des espaces métissés sont impliqués de fait. L'art est ainsi un moyen de « performer » le squat<sup>105</sup>.

Les formes d'auto-organisation alternatives malgré ou avec elles – comme dans le cas du MAAM (« l'art est une barrière pour éviter le démantèlement du squat » est-il énoncé par le directeur du lieu) – peuvent donc s'intégrer dans un processus de patrimonialisation ou à une moindre échelle d'esthétisation d'un lieu. Leur potentiel de subversion en tant qu'espace peut être interrogé tout comme le « street art ». Ce qui ne veut pas dire que la dimension politique disparaît. Il ne s'agit plus seulement de revendiquer un droit à la ville égalitaire, mais plutôt d'essayer, de « faire *polis*, cité ». Dans tous les cas, il serait peut-être réducteur de penser que l'œuvre de Blu a transformé le quartier alors même que l'immeuble est un interstice dans un quartier déjà gentrifié. Un processus d'esthétisation ne participe pas à lui seul à cela. Ce sont les transformations structurelles qui modifient un lieu de manière durable. La gouvernance informelle ne

<sup>103</sup> Pisano 2013.

<sup>104</sup> Fiore 2015, en prenant l'exemple de Torpignattara et des projets de « street art » qui concernent ce quartier multiculturel et populaire a souligné les limites de ce type d'artification, qui selon elle, participerait à dénaturer le territoire.

<sup>105</sup> Pastore 2021.

de ne pas toujours sur le long terme. Le concours de différents acteurs (institutionnels, scientifiques...) qui proposent d'autres opportunités comme ce projet lancé en 2021 qui amène à s'interroger sur les objectifs que l'on souhaite donner à un lieu de vie et d'habitat.

ENRICO PERINI : Ce projet est né au tout début de l'année 2021. La commune de Rome et l'université de Roma Tre s'étaient mises d'accord pour rédiger un projet de réhabilitation de la caserne de la rue du Porto Fluviale dans le cadre de l'appel PINQuA (Programme innovant national pour la qualité de l'Habiter) lancé par le ministère des Infrastructures et des Transports. La communauté des habitants et les ateliers qui occupent le bâtiment étaient en dialogue constant avec ces deux acteurs institutionnels.



Figure 7.5. La cour commune du Porto fluviale : un espace de sociabilité partagé qui accueille ponctuellement activités, rencontres, événements culturels et festifs.

Photographie : Héléne Dang Vu, octobre 2021.

À toutes fins utiles nous construisons le programme du projet à partir de ce qu'est le Porto Fluviale Occupé aujourd'hui : au rez-de-chaussée, des ateliers ouverts sur la ville et aux deux étages supérieurs un ensemble résidentiel public. Nous reconnaissons, en fait, que le vrai processus de réhabilitation a été initié en 2003 par l'ouverture d'un portail clos depuis dix ans, qu'il s'est poursuivi par la construction de diverses infrastructures du quotidien et qu'il a été nourri de nombreuses contributions

externes comme des actions, des workshops, des mémoires de master et l'ouverture de nouveaux ateliers.

Dans le projet, le dessin architectural respecte l'existant : un bâtiment avec une charge historique dont il est impossible de modifier les façades ni d'augmenter le volume. Le projet cherche à adapter l'espace actuel afin d'aboutir à une infrastructure appropriable, adaptable, utilisable et perméable aux divers usages et désirs de qui y habite ; il cherche aussi à abattre les cloisons, ouvrir au mieux les espaces pour se conformer aux normes hygiéniques et aux règles locales de construction. Les logements seront ainsi attribués aux personnes qui y ont droit, qui ont occupé, construit, nettoyé et entretenu le Porto Fluviale. Le projet, qui tire aussi sa force de son inscription dans un processus plus long, prévoit un système de rotation du chantier afin de pouvoir maintenir le plus grand nombre de ménages possible dans la structure pendant les travaux : on procédera par blocs verticaux pour attribuer immédiatement les logements, bloc après bloc. Il n'y aura donc pas d'inauguration avec coupe du ruban et vin pétillant. Mais plutôt un travail de dentelle pour tenir tout au long du projet, les exigences de toutes les parties impliquées : les occupants, la société exécutrice des travaux et la commune. Les premiers doivent engager un parcours d'accession à un logement public, affronter un déménagement, vivre pendant des années dans une habitation en chantier. La réalisation des travaux doit se plier à de nombreuses mesures de sécurité. La commune exige un calendrier précis et une légalisation effective de l'espace.

À l'heure actuelle, à cause de différents délais et d'un faible enthousiasme, le mécanisme de rotation est remis en question, sans proposition alternative néanmoins. Une implication constante et active à l'intérieur de la communauté durant le chantier, avec l'acceptation d'une possible autogestion pour la gestion ordinaire du bâtiment et un loyer équitable pour les locaux du rez-de-chaussée permettront, je l'espère, de maintenir vivant l'esprit caractéristique des lieux qui se respire à peine franchi le seuil de l'entrée. C'est donc le moment pour nous, habitants, étudiants et enseignants-chercheurs, de réfléchir à la gouvernance – les arrangements autour desquels nous nous accordons pour vivre bien ensemble –, de continuer cette expérience de vie en communauté et de faire évoluer les ateliers présents et futurs en affirmant que le Porto n'est pas un cas isolé mais un exemple à suivre comme modèle et à répandre, en y ajoutant des thématiques comme l'habitat temporaire, l'économie circulaire et l'autosuffisance énergétique.

SARAH BAUDRY : Sans doute peut-on conclure, à partir de cet échange, qu'il n'y a pas de modèle type de squat « réussi » si ce n'est celui qui répond aux attentes de tous les concernés.

## CONCLUSION

Les questions abordées et les considérations développées dans ce chapitre montrent, s'il en était besoin, que les crises mondiales récurrentes depuis 2007-2008 et les turbulences liées à la montée du paradigme néolibéral ont profondément modifié les pratiques et les politiques urbaines centrées sur la culture. Ces dernières présentent un degré élevé d'hétérogénéité en fonction de nombreux facteurs : l'inégale disponibilité des ressources – économiques, de planification et de pouvoir – qui caractérise les différentes zones urbaines et, à l'intérieur des villes, les différents quartiers ; l'existence de multiples cultures urbaines qui se confrontent sur la scène de la ville en proposant des visions souvent antinomiques du rôle du patrimoine dans le développement urbain ; les orientations dictées par les administrations locales à travers des politiques urbaines majoritairement orientées vers la valorisation immobilière du patrimoine à travers le levier culturel ou, au contraire, plus sensibles aux besoins de démocratiser l'accès à la culture et de permettre la diffusion de centres alternatifs de vie sociale et culturelle.

Ces facteurs sont souvent co-présents et rendent complexe la reconstruction des expériences sur la base de schémas analytiques réductionnistes.

Comme nous l'avons vu, tant dans les expériences de réutilisation culturelle d'actifs urbains abandonnés grâce à l'introduction de fonctions d'animation communautaire et d'entreprise sociale, que dans les expériences politiquement plus connotées d'occupation et de squat, des nuances et des hybridations apparaissent : la variable temporelle, avec la durée plus ou moins longue des expériences de réutilisation, et la variable spatiale, caractérisée par la disponibilité d'espaces très différents en termes de position et de prestige, agissent comme des vecteurs de différenciation et/ou de normalisation quand ce n'est pas d'institutionnalisation.

Les expériences témoignent sans aucun doute d'un niveau élevé de créativité dans la réutilisation et la réorganisation des espaces, qui se traduit par une remarquable variété d'offres culturelles alternatives et, plus généralement, de services sociaux destinés à des populations urbaines traditionnellement exclues des circuits culturels usuels et sévèrement touchées par les crises récentes. En même temps, on constate des difficultés croissantes dans la gestion des initiatives, tant pour des raisons internes aux comités de promotion que du fait de pressions externes et de l'absence ou de la nature contradictoire des cadres normatifs et réglementaires.

La nécessité de concilier démarches pragmatiques et impulsions plus idéalistes peut conduire à un affaiblissement de la force innovante et subversive de nombreuses expériences, ou à leur donner des contours de plus en plus institutionnalisés, loin de leur inspiration première.

Pascale FROMENT

Université Paris 8-Vincennes Saint-Denis

Carlo SALONE

Università degli studi di Torino

## BIBLIOGRAPHIE

- Andres 2011 = L. Andres, *Les usages temporaires des friches urbaines, enjeux pour l'aménagement*, dans *Métropolitiques*, 11 mai 2011, en ligne : <https://metropolitiques.eu/Les-usages-temporaires-des-friches.html>
- Bailey – Marcucci 2013 = S. Bailey, M. E. Marcucci, *Legalizing the occupation: The Teatro Valle as a cultural common*, dans *The South Atlantic Quarterly*, 112/2, 2013, p. 396-405.
- Ballester 2013 = P. Ballester, *Quartier d'artistes versus cluster numérique*, dans *Territoire en mouvement. Revue de géographie et aménagement*, 17-18, 2013, p. 73-90.
- Bazzoli 2021 = N. Bazzoli, *I centri sociali autogestiti: spazi e attori di organizzazione politica e culturale*, dans G. Nuvolati (dir.), *Enciclopedia Sociologica dei Luoghi*, 2021, Milan, p. 39-56.
- Belfiore – Bennett 2007 = E. Belfiore, O. Bennett, *Rethinking the social impacts of the arts*, dans *International journal of cultural policy*, 13/2, 2007, p. 135-151.
- Belloni – Fravega – Giudici 2020 = M. Belloni, E. Fravega, D. Giudici, *Fuori dall'accoglienza: insediamenti informali di rifugiati tra marginalità e autonomia*, dans *Politiche Sociali, Politiche sociali*, 2, 2020.
- Bonini Baraldi – Salone 2022 = S. Bonini Baraldi, C. Salone, *Building on decay: urban regeneration and social entrepreneurship in Italy through culture and the arts*, dans *European Planning Studies*, 30/10, 2022, p. 2102-2121.
- Borzaga – Defourny 2001 = C. Borzaga, J. Defourny (dir.), *The emergence of social enterprises*, Londres, 2001.
- Bragaglia – Krähmer 2018 = F. Bragaglia, K. Krähmer, «Art Barricades» and «Poetic Legitimation» for squatted spaces: *Metropoliz, Rome and Cavallerizza Reale, Turin*, dans *Tracce Urbane, Rivista Italiana Transdisciplinare di Studi Urbani*, 4, décembre 2018, p. 106-125.
- Bragaglia 2021 = F. Bragaglia, *Social innovation as a 'magic concept' for policy-makers and its implications for urban governance*, dans *Planning Theory*, 20/2, 2021, p. 102-120.
- Brenner – Theodore 2002 = N. Brenner, N. Theodore, *Cities and the geographies of «actually existing neoliberalism»*, dans *Antipode*, 34/3, 2002, p. 349-379.

- Brossaud – Fiori – Simay 2019 = C. Brossaud, S. Fiori, P. Simay, *Les communs urbains : nouveau droit de cité ?*, dans *Métropolitiques*, 13 juin 2019, en ligne : <https://metropolitiques.eu/Les-communs-urbains-nouveau-droit-de-cite.html>.
- Capone 2022 = N. Capone (dir.), *Rapporto sui beni comuni a Napoli. Atti e documenti (2011-2021)*, Naples, 2022.
- Cavaliere 2013 = R. Cavaliere, *I centri sociali come spazio pubblico. Un caso di studio a Napoli*, dans *Rivista Geografica Italiana*, 120/1, 2013, p. 31-54.
- Chatterton – Hollands 2002 = P. Chatterton, R. Hollands, *Theorising urban playscapes: producing, regulating and consuming youthful nightlife city spaces*, dans *Urban studies*, 39/1, 2002, p. 95-116.
- Chatzidakis 2018 = A. Chatzidakis, *Posterscapes: Encountering solidarity(ies) in the streets of Exarcheia*, dans *City*, 22/3, 2018, p. 412-416.
- Chatzinakos 2020 = G. Chatzinakos, *Urban experiments in times of crisis: from cultural production to neighbourhood commoning*, dans S. Lekakis (dir.), *Cultural heritage in the realm of the commons: conversations on the case of Greece*, Londres, p. 183-212.
- Chiogna 2016 = M. Chiogna, *Ricreare gli spazi urbani dalle loro differenze e specificità. Una lente attraverso cui esplorare la riattivazione del Teatro Valle Occupato*, dans C. Cellamare, E. Scandurra (dir.), *Pratiche insorgenti e riappropriazione della città*, SdT ed. 2016, p. 22-31.
- Circo 2021 = L. Circo, *Un immaginario di città ospitale*, Rome, 2021.
- Coriat 2015 = B. Coriat (dir.), *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, 2015.
- Dardot 2016 = P. Dardot, *Les limites du juridique*, dans *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 16, 2016, p. 257-270.
- De Tullio 2021a = M. F. De Tullio, *L'Ex-Asilo Filangieri à Naples : retour d'expérience sur un commun urbain de référence en Europe*, dans *Horizons publics*, 21, 2021, p. 38-45.
- De Tullio 2021b = M. F. De Tullio, *Cultural policies as a driver for a participatory transformation of democracy in the European Union*, dans *IdPS (Interdisciplinary Political Studies)*, 7/1, 2021, p. 157-197.
- Dines 1999 = N. Dines, *Centri sociali: occupazioni autogestite a Napoli negli anni novanta*, *Quaderni di Sociologia*, 21, 1999, p. 90-111.
- Djament-Tran – San Marco 2014 = G. Djament-Tran, P. San Marco, *La métropolisation de la culture et du patrimoine*, Paris, 2014.
- Doherty – Haugh – Lyon 2014 = B. Doherty, H. Haugh, F. Lyon, *Social enterprises as hybrid organizations: A review and research agenda*, dans *International journal of management reviews*, 16/4, 2014, p. 417-436.
- Douglas 2006 = J. Douglas, *Building adaptation*, Abingdon, 2006 (2<sup>e</sup> éd.).
- Evans 2009 = G. Evans, *Creative Cities, Creative Spaces and Urban Policy*, dans *Urban Studies*, 46/5-6, 2009, p. 1003-1040.
- Ferreri 2015 = M. Ferreri, *The seductions of temporary urbanism, ephemera*, 15/1, 2015, p. 181-191.
- Festa 2012 = D. Festa, «*Dalla rete di cittadini attivi all'occupazione dell'Ex-Cinema Palazzo: verso uno spazio pubblico*», dans *Urbanistica Informazioni*,

- suppl. 239-240, *Evoluzione dello spazio pubblico, materiali, forme, processi*, 2012.
- Festa 2016 = D. Festa, *Les communs urbains. L'invention du commun*, dans *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 16, 2016, p. 233-256.
- Festa 2021 = D. Festa, *Les biens culturels en Italie*, dans *In Situ. Au regard des sciences sociales* [en ligne], 2021.
- Fiore 2015 = E. Fiore, *Material reconfiguration (s) of racegender entanglements: the case of Rome's Banglatown*, thèse de master, Utrecht, 2015.
- Froment 2016 = P. Froment, *Lieux culturels et informalité politique à Naples : une approche par les pouvoirs multisitués*, dans *L'Espace politique* [en ligne], 29/2, 2016.
- Froment 2018 = P. Froment, *Innovation sociale, « lieux communs » et action publique locale : expériences napolitaines*, dans N. Baron, J. Romero (dir.), *Cultura territorial, innovación social-Hacia un nuevo modelo metropolitano en Europa del Sur? Pré-Actes du colloque des 30, 31 mai, 1<sup>er</sup> juin 2018*, Valence, 2018, p. 67-78.
- García – Eizaguirre – Pradel 2015 = M. García, S. Eizaguirre, M. Pradel, *Social innovation and creativity in cities: A socially inclusive governance approach in two peripheral spaces of Barcelona*, dans *City, Culture and Society*, 6/4, 2015, p. 93-100.
- Gravari-Barbas 2010 = M. Gravari-Barbas, *Culture et requalification de friches : le front pionnier de la conquête des marges urbaines*, dans *Méditerranée*, 114, 2010, p. 85-94.
- Grésillon 2011 = B. Grésillon, *Un enjeu « capitale » Marseille-Provence 2013*, La Tour d'Aigues, 2011.
- Harvey 1989 = D. Harvey, *From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism*, dans *Geografiska Annaler: series B, human geography*, 71/1, 1989, p. 3-17.
- Hiller 2013 = J. S. Hiller, *The Benefit Corporation and Corporate Social Responsibility*, dans *Journal of Business Ethics*, 118/2, 2013, p. 287-301.
- Iaione 2016 = C. Iaione, *The CO-city: Sharing, collaborating, cooperating, and commoning in the city*, dans *American Journal of Economics and Sociology*, 75/2, 2016, p. 415-455.
- Juan 2016 = M. Juan, *Les initiatives culturelles citoyennes, de l'expérimentation démocratique à la construction politique des communs culturels. Étude comparée de l'Ateneo Popular Nou Barris (Barcelone) et de la Casa Invisible (Malaga)*, dans *RIUESS, XVI<sup>e</sup> Rencontres du Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire*, 7-27 mai 2016.
- Juan 2018 = M. Juan, *Les communs urbains à Barcelone : vers une réinvention de la gouvernance territoriale ?*, dans *Espaces et sociétés*, 175/4, 2018, p. 35-49.
- Leary – McCarthy 2013 = M. E. Leary, J. McCarthy (dir.), *The Routledge companion to urban regeneration*. Londres, 2013.
- Lefebvre 1968 = H. Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, 1968.
- Martínez López – Piazza – Pruijt 2013 = M. A. Martínez Lopez, G. Piazza, H. Pruijt, *Introduction*, dans *Squatting Europe Collective* (dir.), *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles*, New York, 2013, p. 11-16.

- Martínez López 2014 = M. A. Martínez Lopez, *How do squatters deal with the State? Legalization and anomalous institutionalization in Madrid.*, *International Journal of Urban and Regional Research*, 38/2, 2014, p. 646-674.
- Martínez López 2018 = M. A. Martínez López, *Socio-spatial structures and protest cycles of squatted social centres in Madrid*, dans *The Urban Politics of Squatters' Movements*, New York, 2018, p. 25-49.
- Mathews 2010 = V. Mathews, *Aestheticizing space: Art, gentrification and the city*, dans *Geography Compass*, 4/6, 2010, p. 660-675.
- Mayer 2009 = M. Mayer, *The 'Right to the City' in the context of shifting mottos of urban social movements*, dans *City*, 13/2-3, 2009, p. 362-374.
- Micciarelli 2014 = G. Micciarelli, *I beni comuni e la partecipazione democratica*, dans *Jura gentium*, XI/1, 2014, p. 58-83.
- Molinari – Froment 2022 = P. Molinari, P. Froment, *Editorial. From crisis to crisis: emergencies and uncertainties in large metropolitan areas and cities of Southern Europe*, dans *Geography notebooks*, 5/2, p. 9-26.
- Montanari – Mizzau 2015 = F. Montanari, L. Mizzau, *Rigenerazione urbana, cultura e innovazione sociale: stato dell'arte e dibattiti in corso*, dans F. Montanari, L. Mizzau (dir.), *Laboratori urbani*, Rome, 2015.
- Moore 2015 = A. W. Moore, *Whether you like it or not*, dans A. W. Moore, A. Smart (dir.), *Making room: Cultural production in occupied spaces*, Barcelone, 2015, p. 12-19.
- Moulaert *et al.* 2007 = F. Moulaert, F. Martinelli, S. González, E. Swyngedouw, *Introduction: social innovation and governance in European cities: urban development between path dependency and radical innovation*, dans *European urban and regional studies*, 14/ 3, 2007, p. 195-209.
- Mudu – Rossini 2018 = P. Mudu, L. Rossini, *Occupations of housing and social centers in Rome: A durable resistance to neoliberalism and institutionalization*, dans *Urban Studies Publications*, 101, 2018, p. 99-120.
- Németh – Langhorst 2014 = J. Németh, J. Langhorst, *Rethinking urban transformation: Temporary uses for vacant land*, dans *Cities*, 40, 2014, p. 143-150.
- Pastore 2021 = S. Pastore, *Performare lo squat. I luoghi culturali occupati come esercizio di liveness e democrazia*, dans *Connessioni remote. Artivismo\_ Teatro\_Tecnologia*, 3/3, 2021.
- Pattaroni 2021 = L. Pattaroni (dir.), *La contre-culture domestiquée. Art, espace et politique dans la ville gentrifiée*, Genève, 2021.
- Peredo – McLean 2006 = A. M. Peredo, M. McLean, *Social entrepreneurship: A critical review of the concept*, dans *Journal of world business*, 41/1, 2006, p. 56-65.
- Pfirsch – Semi 2016 = T. Pfirsch, G. Semi, *La ségrégation dans les villes de l'Europe méditerranéenne*, dans *Méditerranée*, 127, 2016, p. 5-13.
- Piazza 2012 = G. Piazza, *Il movimento delle occupazioni di squat e centri sociali in Europa. Una introduzione*, dans *Partecipazione e conflitto*, 1, 2012, p. 5-18.
- Pickerill – Chatterton 2006 = J. Pickerill, P. Chatterton, *Notes towards autonomous geographies: creation, resistance and self-management as survival tactics*, dans *Progress in human geography*, 30/6, 2006, p. 730-746.

- Pinson 2020 = G. Pinson, *Néolibéralisme/Néolibéralisation*, dans R. Pasquier, S. Guigner, A. Cole (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, 2020, p. 385-390 (2<sup>e</sup> éd.).
- Pisano 2013 = M. Pisano, *Creare relazioni da abitare. Voci, Narrazioni, azioni in uno scheletro urbano riabitato*, PhD Thesis, université La Sapienza, Rome, 2013.
- Pradel 2021 = M. Pradel, *Analysing the role of citizens in urban regeneration: Bottom-linked initiatives in Barcelona*, dans *Urban Research & Practice*, 14/3, 2021, p. 307-324.
- Pruijt 2004 = H. Pruijt, *Squatters in the creative city: rejoinder to Justus Uitermark*, dans *International Journal of Urban and Regional Research*, 28/3, 2004, p. 699-705.
- Pruijt 2013 = H. Pruijt, *Squatting in Europe*, dans Squatting Europe Collective (dir.), *Squatting in Europe: Radical Spaces, Urban Struggles*, New York, 2013, p. 17-60.
- Rabbiosi – Coletti – Salone 2021 = C. Rabbiosi, R. Coletti, C. Salone, *Introduction to the special issue: between practices and policies. Rethinking urban regeneration in Southern European cities after the crisis*, dans *Urban Research & Practice*, 14/3, 2021, p. 217-222.
- Ravazzini – Saraceno 2012 = M. Ravazzini, B. Saraceno, « *Souq 2012. » Le sfide della felicità urbana*, Milan, 2012.
- Rhodes 2007 = R. A. Rhodes, *Understanding governance: Ten years on*, dans *Organization studies*, 28/8, 2007, p. 1243-1264.
- Rossi 2017 = U. Rossi, *Cities in global capitalism*, Hoboken, 2017.
- Ruggiero – Graziano 2018 = L. Ruggiero, T. Graziano, *Cultura bene comune? Strategie di resistenza e riappropriazione dal basso in una città méditerranéenne*, dans *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 17/2, p. 292-324.
- Salone – Bonini Baraldi – Pazzola 2017 = C. Salone, S. Bonini Baraldi, G. Pazzola, *Cultural production in peripheral urban spaces: lessons from Barriera, Turin (Italy)*, dans *European Planning Studies*, 25/12, 2017, p. 2117-2137.
- Santagata 2002 = W. Santagata, *Cultural districts, property rights and sustainable economic growth*, dans *International journal of urban and regional research*, 26/1, 2002, p. 9-23.
- Scott 2000 = A. J. Scott, *The cultural economy of cities: essays on the geography of image-producing industries*, New York, 2000.
- Secinaro et al. 2019 = S. Secinaro, L. Corvo, V. Brescia, D. Iannaci, *Hybrid organizations: A systematic review of the current literature*, *International Business Research*, 12/11, 2019, p. 1-21.
- Settis 2002 = S. Settis, *Italia S.p.A. L'assalto al patrimonio culturale*, Turin, 2002.
- Strigklogiannis 2014 = S. Strigklogiannis, *Spaces of Commons/Spaces of Hope. The emerging potential of urban commons in the Athens of Crisis*, dans *Embros Theatre*, Leuven, 2014, p. 89-100.
- Tremblay – Pilati 2013 = D.-G. Tremblay, T. Pilati, *Social innovation through arts and creativity*, dans F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood,

- A. Hamdouch, *The international handbook on social innovation: Collective action, social learning and transdisciplinary research*, Cheltenham, 2013, p. 67-79.
- Tricarico – Jones – Daldanise 2020 = L. Tricarico, Z. M. Jones, G. Daldanise, *Platform Spaces: When culture and the arts intersect territorial development and social innovation, a view from the Italian context*, dans *Journal of Urban Affairs*, 44-4/5, 2020, p. 545-566.
- Venturi – Zandonai 2016 = P. Venturi, F. Zandonai, *Imprese ibride: Modelli d'innovazione sociale per rigenerare valori*, Milan, 2016.
- Vivant 2009 = E. Vivant, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, 2009.
- Yunus – Moingeon – Lehmann-Ortega 2010 = M. Yunus, B. Moingeon, L. Lehmann-Ortega, *Building social business models: Lessons from the Grameen experience*, dans *Long range planning*, 43-2/3, 2010, p. 308-325.